

DÉCEMBRE 2002

ECOMINE

REVUE D'ACTUALITÉ DES MINÉRAUX ET DES MÉTAUX

Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières



OR : PLUS DE 340 \$/once ; AU PLUS HAUT DEPUIS 6 ANS

PLATINE : LA BARRE DES 600 \$/once FRANCHIE



SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cours et tendances5

- **Métaux précieux** : au-dessus des 340 \$ l'once, l'or est au plus haut depuis 6 ans
- **Métaux de base** : tassement des cours sur fond d'incertitudes

Fondamentaux5

- **États-Unis** : la reprise économique menacée par la déflation et l'Irak

Dossiers et faits d'actualité6

- Goro Nickel : le projet Inco est remis en cause par d'importants sur-coûts
- Minerai de fer : un secteur stratégique sous tension
- Diamant : De Beers sous pression en Afrique australe
- Western Mining Corp (WMC) : le conglomérat se scinde pour mieux s'offrir en bourse

INFORMATIONS SECTORIELLES

Métaux de base9

- **Aluminium** : l'empire du milieu au cœur du débat sur l'évolution du marché de l'aluminium
- **Cuivre** : cours du cuivre soutenu par les coupures de production de 2003
- **Étain** : reprise chez les producteurs et rebond du cours n'annoncent pas le printemps pour autant
- **Fer et Acier** : croissance externe boulimique pour LNM Holding
- **Plomb-Zinc** : extension des réductions de production de Pb-Zn

Métaux d'alliage13

- **Antimoine** : le robinet chinois d'antimoine se ferme un peu plu
- **Cobalt-Nickel** : conséquences de la restructuration du producteur américain OM Group
- **Ferro-alliages** : Kwh norvégien trop cher et production de ferro-silicium suspendue chez Elkem
- **Magnésium** : relocalisation en Malaisie d'une usine américaine ...
- **Tungstène** : Chine, Minmetals peut-il conserver son rôle officiel et concurrencer les autres ?

- **Vanadium** : l'américain Mckenzie Bay figne son projet Vanadium de Lac Doré

Métaux spéciaux15

- **Gallium** : faiblesse des prix et afflux de matériel chinois
- **Germanium** : stagnation des prix dans un marché déprimé
- **Indium** : fermeté des prix confortée par l'arrêt de la production à Noyelles-Godault
- **Silicium** : les producteurs occidentaux survivront-ils aux pressions chinoise et russe ?
- **Tantale** : Sons of Gwalia réa-juste sa production et ses investissements
- **Terres rares** : encadrement des investissements étrangers en Chine
- **Titane** : Murray Basin, l'australien Sons of Gwalia réduit ses pré-tentions
- **Uranium** : le canadien Cameco se renforce dans l'aval de la filière nucléaire

Diamant et métaux précieux17

- **Diamant** : expansion à la mine de diamant australienne d'Ellendale
- **Argent** : la mise en production du gisement de Dukat doublera la production russe
- **Or** : petite reprise de la demande d'or au 3^e trimestre,... et effervescence actuellement
- **Palladium-Platine** : Lonmin maintient ses objectifs de développement, Anglo Platinum non

Minéraux industriels et Matériaux de construction19

- **Ciment** : l'allemand Dickeroff est repris par l'italien Buzzi Unicem
- **Ciment** : Hanson, CSR et Holcim se regroupent dans le ciment en Australie
- **Ciment** : investigations de la Commission sur un cartel du ciment en Allemagne
- **Ciment/plâtre** : amende record pour Lafarge dans le cadre du « cartel des plâtres »
- **Verre** : Saint-Gobain Sekurit étend son accord avec le japonais Central Glass

- **Granulats marins** : l'exploration s'intensifie

Eaux minérales20

- Renforcement de la réglementation européenne sur les eaux minérales
- Danone a repris les eaux de Saint-Diery (63)
- L'eau en Espagne
- Progression contrastée des exportations françaises

Négoce et recyclage20

- Mise en décharge ; forte augmentation des taxes au Royaume-Uni
- Contribution pour les emballages ; forte baisse programmée en Autriche
- Amiante dans les véhicules d'occasion ; publication du décret
- Le risque amiante ; une difficulté majeure qui sème la terreur
- Plaidoyer des producteurs de granulats en faveur du recyclage

QUESTIONS

MULTILATÉRALES23

- **Acier** : chapitre 201 ; le gouvernement américain incite à plus de réflexion
- **Alliages** : États-Unis et dispositions antidumping sur le ferro-vanadium ; taxation sur mesure !
- **Ferrailles** : l'Ukraine impose une taxe de 30 €/t sur les exportations de ferrailles
- **Métaux de base** : une baisse annoncée des taxes chinoises re-dresse le marché de l'alumine
- **Métaux spéciaux** : une saisie record d'antimoine de contrebande provoque une hausse du marché

LES ÉTATS25

LES ENTREPRISES29

CARNET33

ECO-NOTE34

- **Une stratégie minière originale** : baisser la teneur d'exploitation en bas de cycle, l'exemple du cuivre ; par C. Hocquard, BRGM

TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES

Métaux précieux (US\$/once)

(London fixing price)

	Rappel moyenne 1997	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Moyenne novembre 2002	Moyenne décembre 2002 (01 au 20)	Tendance décembre- novembre
Argent	4,9	5,5	5,2	4,9	4,4	4,5	4,6	+ 2,4 %
Or	330	295	280	280	275	319	329	+ 3,1 %
Palladium	180	285	360	680	540	286	246	- 14,1 %
Platine	395	370	380	545	515	588	597	+ 15 %

Métaux de base et d'alliage (US\$/t)

(London LME 3 mois)

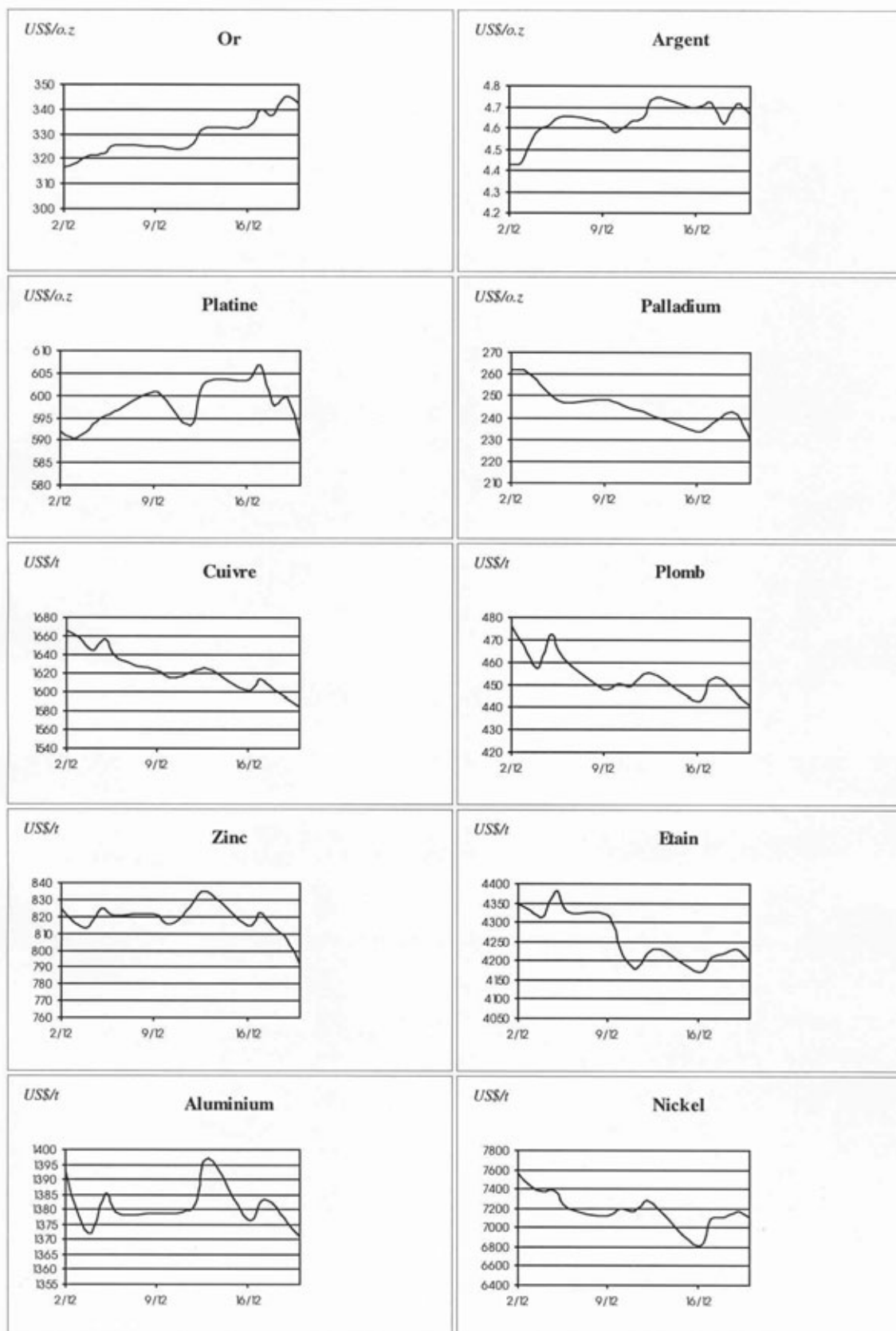
	Rappel moyenne 1997	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Moyenne novembre 2002	Moyenne décembre 2002 (01 au 20)	Tendance décembre- novembre
Aluminium	1 610	1365	1 360	1 550	1 440	1 379	1 381	+ 0,12 %
Cuivre	2 275	1 655	1 575	1 815	1 580	1 599	1 624	+ 1,6 %
Etain	5 655	5 510	5 405	5 445	4 480	4 252	4 260	+ 0,2 %
Nickel	6 965	4 650	6 050	8 540	5 940	7 307	7 212	- 1,3 %
Plomb	630	530	505	460	475	448	455	+ 1,5 %
Zinc	1 310	1 035	1 085	1 030	885	778	818	+ 5,1 %

Etat des Stocks (t)

(LME)

	Fin 2000	Fin 2001	Fin août 2002	Fin octobre 2002	Fin novembre 2002	Fin décembre 2002 (20/12)	Evolution décembre- novembre
Aluminium	321 850	821 850	1 297 825	1 298 400	1 267 875	1 248 225	- 1,5 %
Cuivre	357 225	799 225	892 500	863 000	862 550	857 300	- 0,6 %
Etain	12 885	30 550	35 570	27 955	26 650	25 800	- 3,2 %
Nickel	9 680	19 190	21 702	21 174	20 154	21 978	+ 9,0 %
Plomb	130 650	97 700	193 050	184 025	181 175	183 450	+ 1,8 %
Zinc	194 775	433 350	631 475	649 100	648 450	648 950	- 0,1 %

VARIATION DES COURS SUR LE MOIS (01 au 20 décembre 2002)



INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. COURS ET TENDANCE

MÉTAUX PRÉCIEUX : l'or est au plus haut depuis cinq ans (350 dollars l'once)

Le prix de l'or est monté au-dessus de 350 \$ l'once sur les marchés asiatiques le 19 décembre et à nouveau tout début janvier après un léger repli : c'est le niveau le plus élevé depuis 1997.

Dans la situation économique et politique mondiale actuelle, l'or joue à fond le rôle de valeur refuge devant la faiblesse du dollar et les incertitudes sur la guerre en Irak. Mais, il ne faut pas perdre de vue que la brusque flambée au-dessus de 330 \$/oz, niveau qui a longtemps constitué une borne supérieure infranchissable pour le prix de l'or, est due avant tout à des spéculations de fonds d'investissement sur le Comex de New York et le Tocom de Tokyo, dont l'effet de levier sur le prix de l'or a été d'autant plus fort que le volume moyen des transactions « or » sur les marchés spécialisés est depuis quelque temps particulièrement faible comparé aux périodes passées.

En effet, il semble que la montée au-dessus des 330 \$/oz soit due, en particulier, à un fort volume d'options "call" (options d'achat) à 330 dollars l'once (1,5 M d'onces sur l'échéance rapprochée), sur le Comex, vers la mi-décembre.

En effet, le mécanisme de couverture utilisé par les vendeurs de ces options "call" ("delta hedging") ainsi que les achats additionnels de fonds d'investissement prenant le train en marche ont abouti à New York aux positions longues (acheteur) les plus importantes depuis 1996. Au-dessus de 340 \$/oz, ce sont les vendeurs à découvert (qui jouent le marché à la baisse), en particulier japonais sur le Tocom, qui, pris de panique, ont acheté de l'or pour couvrir leurs posi-

tions courtes, provoquant ainsi le pic à 353,75 \$/oz atteint en décembre sur le marché asiatique.

Le niveau de prix actuel étant d'origine avant tout spéculative, personne ne peut prédire vraiment ce qu'il en sera d'ici quelques semaines ou quelque mois. Mais si l'or devait rester cher longtemps, l'impact sur le marché indien, principal débouché du métal jaune pour la bijouterie, pourrait être très négatif. Selon le "World Gold Council", sur les neuf premiers mois de 2002, la demande d'or de la bijouterie indienne est en baisse de 34 % par rapport à 2001.

(*Financial Times* : 18/12/2002 ;
Mining Journal : 20/12/2002)

MÉTAUX DE BASE : tassement des cours sur fond d'incertitudes

Les frémissements positifs observés en novembre et début décembre sur les métaux de base se sont largement estompés sous l'effet de la conjoncture économique toujours incertaine et des aller-retour des fonds d'investissement toujours prompts à se dégager lorsque les espoirs de hausse durable sont déçus. Cela est particulièrement vrai pour le cuivre : malgré les annonces de réduction de production de BHP Billiton et Codelco, les prix sont repassés largement en dessous des 1 600 \$/t. L'aluminium reste plombé par la hausse attendue de la production chinoise et reste toujours sous 1 400 \$/t. Le nickel, dont les fondamentaux restent les meilleurs pour 2003, s'est fortement tassé sous 7 000 \$/t début décembre (ventes des fonds d'investissement ?) pour remonter légèrement ensuite. L'opacité des stocks, en particulier russes, demeure un problème pour les prix du « métal du diable ».

(*La Tribune* : 04/12/2002 ;
Les Echos : 07/12/2002 ;
Metal Bulletin : 09/12/2002)

2. FONDAMENTAUX

États-Unis : la reprise économique menacée par la déflation et l'Irak

Les performances de l'économie américaine au 3^e trimestre (cf. Ecomine de novembre) ont insufflé un regain d'optimisme aux marchés financiers et aux conjoncturistes qui entrevoyaient une reprise plus soutenue en 2003, d'autant plus qu'une reprise de l'investissement semble se manifester sélectivement, en dehors de secteurs encore sinistrés tel que l'énergie ou l'aéronautique. Mais une forte reprise générale de l'investissement semble encore exclue, étant donné que le taux d'utilisation de la capacité industrielle ne dépasse toujours pas 75 % et que le taux de chômage, actuellement au niveau record de 6 % devrait encore monter dans les mois à venir, preuve que les restructurations post « bulle des TMT », ne sont pas encore achevées.

La sous-utilisation des capacités industrielles n'est pas étrangère à la menace de déflation qui alarme actuellement les chefs d'entreprise et les marchés financiers. Au cours des douze derniers mois par exemple, les prix des ordinateurs ont diminué en moyenne de 20 % et ceux des téléviseurs de 15 %. Certes, une partie de ces baisses doit être attribuée aux fameux gains de productivité et à la concurrence planétaire qui s'exerce en particulier dans l'électronique et l'informatique. Mais, de façon plus étonnante, les prix des automobiles, des meubles, de l'électroménager, de l'habillement, des communications téléphoniques, des billets d'avion, des chambres d'hôtel... ont aussi baissé de 2 à 4 %. Même les honoraires des avocats américains ont baissé dernièrement. En tout, les prix de huit des seize catégories de biens et de services composant l'indice des prix ont baissé, une situation jamais vue depuis l'origine de cette statistique. Si cette situation peut être expliquée par les facteurs positifs mentionnés plus haut (gains de produc-

tivité, concurrence) elle peut aussi être la conséquence d'une stagnation ou d'une chute de la demande, d'un excès de capacité (voir plus haut) ou de tentative de gain de parts de marché de la part d'entreprises capables de casser les prix : c'est le scénario de la déflation. Sans en être encore là, il est vraisemblable que les États-Unis se trouvent dans une situation intermédiaire, c'est-à-dire que des facteurs positifs et des facteurs déflationnistes sont à l'œuvre dans l'économie, avec une prépondérance plus ou moins forte pour l'une ou l'autre catégorie de facteurs suivant les secteurs économiques.

L'éventualité d'une opération militaire en Irak, qui pourrait démarrer d'ici février 2003, menace également la reprise et inquiète donc les marchés. Le Centre d'études stratégiques et internationales de l'Université de Yale a essayé d'estimer à l'aide de modèles macroéconomiques, l'impact possible d'un conflit en Irak sur les prix du pétrole et sur le budget des États-Unis. Concernant le prix du baril de pétrole, 4 scénarios ont été définis : 0 conflit (prix proches de 30 \$ jusqu'à mi-2003, baisse à 20 \$ ensuite jusqu'à fin 2004), 2 scénarios intermédiaires de conflit (prix autour de 40 \$ en 2003, baissant plus ou moins rapidement à 30 \$ ou à 20 \$ en 2004 et un scénario catastrophe de guerre prolongée (prix grimant à 80 \$ en 2003, puis baissant à 50 \$ et à 40 \$ en 2004). Concernant l'impact sur le budget fédéral, l'étude distingue les coûts directs de la guerre d'ici fin 2004 et les coûts indirects liés à la reconstruction de l'Irak, étalés sur dix ans, à partir de 2003. Pour les coûts directs, 2 scénarios sont fournis, l'un optimiste autour de 55 milliards de dollars (en ligne avec les projections actuelles du Congrès), l'autre pessimiste à 120 milliards. Quant aux coûts de la reconstruction (occupation, reconstruction, impact sur les marchés pétroliers...) ils peuvent varier de 120 milliards à près de 1 600 milliards de dollars. C'est dire que les marchés ont de quoi être inquiets !

(Le Monde : 19/12/2002 ;
The Economist : 30/11/2002 et
07/12/2002)

3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITÉ

NOUVELLE-CALÉDONIE : le projet d'Inco à Goro remis en cause par d'importants surcoûts

Au début décembre, Inco a annoncé qu'il suspendait pour au moins un an le chantier de construction de l'usine hydrométallurgique de Goro Nickel, dans le sud de la Nouvelle-Calédonie, pour procéder à un audit détaillé des coûts du projet.

Selon l'étude produite par le consortium d'ingénierie en charge du projet, les coûts seraient dans une fourchette de 1,88 à 2,1 milliards de dollars, soit 30 à 45 % de plus que les 1,45 milliards prévus à l'origine par Inco.

Le réexamen détaillé du projet signifie aussi que Inco va reprendre à zéro les négociations menées avec le consortium japonais dirigé par Sumitomo Metal Mining pour son entrée à hauteur de 25 % dans le capital de Goro Nickel ; le canadien prévoit aussi de discuter avec le BRGM des conséquences que le réexamen du coût de l'investissement pourra avoir sur le rachat de sa participation de 15 % dans la société. Selon les déclarations du président de Goro Nickel, Pierre Alla, la principale cause du dépassement des coûts serait « des difficultés hydrologiques, de terrassement et d'écoulement ». Les autres raisons invoquées concernent notamment le coût beaucoup plus élevé que prévu des équipements de l'usine.

Selon les estimations d'Inco, la société aura dépensé 350 M\$ sur Goro d'ici fin 2002, sans compter les 300 à 350 M\$ liés à des contrats actuellement en cours de livraison d'équipements et de services.

Sur la base des informations disponibles, il est difficile de juger de l'avenir de Goro Nickel, que Inco, selon son président Scott Hand, continue à considérer comme un projet « clé » pour l'avenir de la société. L'une des causes invoquées de dépassement des coûts, les difficultés hydrologiques, paraît particulièrement sérieuse. En effet, le minerai laté-

tique de Goro est gorgé d'eau, à la fois dans la latérite et dans la roche altérée sous-jacente et se présente le plus souvent comme une pâte plus ou moins liquide. L'extraction, le drainage et le transport d'un tel matériau peuvent poser de gros problèmes, surtout dans une région à forte pluviosité comme cette partie de la Nouvelle-Calédonie. Ce facteur n'a peut-être pas été suffisamment pris en compte pendant l'opération du pilote qui a dû opérer surtout sur de gros échantillons de minerai.

D'autres facteurs, liés à la stratégie d'ensemble d'Inco, vont aussi avoir de l'influence sur l'avenir du projet Goro. On peut penser, en particulier, au projet nickel sulfuré de Voisey Bay, qu'Inco s'est engagé à développer après avoir obtenu des conditions favorables du gouvernement de Terre Neuve. Indiscutablement, le « risque pays » est moindre au Canada qu'en Nouvelle-Calédonie et Inco exploite déjà la fonderie de Sudbury qui aura un gros besoin de minerai dans les années à venir. Néanmoins, il est sans doute encore trop tôt pour enterrer Goro Nickel.

(Analyse BRGM ;
Les Echos : 10/12/2002 ;
Metal Bulletin : 09/12/2002)

MINÉRAI DE FER : un secteur stratégique sous tension

La mine de fer représente l'un des secteurs miniers où la concentration de la production et des exportations de minerai est la plus grande. Cette situation, combinée au rôle de plus en plus central joué par la Chine en tant qu'importateur de minerai de fer, aura une influence importante sur les prix qu'obtiendront les sidérurgistes occidentaux pour leurs achats de minerai de fer au cours des négociations avec les producteurs de minerai qui démarrent cette semaine. La production de minerai du monde ouest en 2001 a été la suivante (cf. tabl. page suivante) :

Les 3 premiers producteurs mondiaux contrôlent environ 50 % de production minière du monde Ouest et, surtout, 80 % des exportations de minerai de fer par voie maritime ("seaborne market"). Or le cartel des 3, traditionnel fournisseur des sidérurgistes

Rang	Société	Pays	Production contrôlée (Mt)	Production monde ouest (%)
1	CVRD	Brésil	159,71	23,6 %
2	Rio Tinto	Roy. Uni	93,84	13,9 %
3	BHP Billiton	Australie	81,14	12,0 %
4	Sociétés d'Etat	Inde	40,83	6,0 %
5	Mitsui & Co. Ltd	Japon	30,65	4,5 %
6	Kumba Ressources	Af. du Sud	24,00	3,5 %
7	LKAB	Suède	19,50	2,9 %
8	CVGFerro. Orinoco	Venezuela	19,00	2,8 %
9	USX Corp.	USA	14,90	2,2 %
10	Nat. Iranian Steel	Iran	11,00	1,6 %
11	SNIM	Mauritanie	10,50	1,6 %
12	Cia. Sidr. Nacional	Brésil	10,00	1,5 %
13	Cleveland Cliffs	USA	9,36	1,4 %
14	CAP SA	Chili	7,07	1,0 %
15	Tata Iron & Steel	Inde	6,52	1,0 %
	Total des 15		530,50	79,5 %
	Total monde ouest		676,16	100 %
	Total monde		1050	

(Source : RMGroup, UNCTAD)

occidentaux et asiatiques, est mis sous pression par la voracité croissante de la Chine, dont les importations de minerai de fer en 2002 pourraient atteindre le chiffre colossal de 110 Mt, soit environ 25 % du minerai total disponible à l'exportation, dans le monde occidental. Ce chiffre représente environ 1/3 de la consommation de minerai de fer de la Chine en 2002 et pourrait atteindre, selon des estimations australiennes, 145 Mt en 2007. Les grandes aciéries chinoises ont décidé de se détourner en partie de la production nationale de minerai de fer, qui est de faible qualité et mal située par rapport aux consommateurs, au profit des mines australiennes et, depuis peu aussi, brésiliennes (la Chine serait devenue depuis peu le principal marché de CVRD, ce qui est tout de même étonnant vu la distance qui sépare les ports atlantiques brésiliens de l'Asie). Pour les négociations à venir entre mineurs et sidérurgistes occidentaux concernant les prix du minerai, la pression chinoise sur le marché du minerai et aussi la relative prospérité des aciéristes en 2002 favorisent fortement un scénario haussier, favorable aux mineurs, contrairement à ce qui s'est passé au cours des précédentes négociations où les sidérurgistes avaient tiré profit du contexte de crise pour faire baisser de 2 - 3 % le prix du minerai de référence.

(Analyse BRGM ;
Metal Bulletin : 2-5/12/2002 ;
Mining Journal : 28/11/2002)

DIAMANT : De Beers sous pression en Afrique australe

En Angola et en Namibie la rivalité s'intensifie entre De Beers et les intérêts de Lev Leviev, l'homme d'affaire russo-israélien qui, après avoir travaillé chez De Beers, est devenu le grand opposant au système de contrôle des prix appliqué mondialement par la DTC (Diamond Trading Company), le bras commercial de De Beers. En Angola, la pression exercée par De Beers sur le gouvernement aboutira probablement prochainement à la perte par la société de Leviev, Ascorp, du monopole exclusif de commercialisation des diamants angolais, un marché annuel d'environ 400 M\$. Selon certaines sources, le gouvernement angolais s'apprêterait à accorder prochainement 4 licences de commercialisation pour ses diamants. Mais, si en Angola, De Beers pourrait ainsi marquer des points, la situation des concessions diamantifères du groupe est menacée en Namibie, région où le groupe des Oppenheimer est pourtant présent depuis 80 ans. Actuellement, la joint venture de De Beers avec le gouvernement de Namibie, Namdeb, produit 1,4 M de carats de pierres, souvent de haute qualité, qui sont vendues dans leur totalité à la DTC, ce qui rapporte environ 1,4 milliards de dollars au gouvernement. Mais le président de Namibie, Sam Nujoma, avec lequel Lev Leviev entretient de bonnes relations après avoir sauvé de la faillite la Namco, société namibienne d'explo-

tation de diamants off-shore (aux dernières nouvelles, Namco serait à nouveau en cessation de paiements), souhaite ouvrir l'industrie du diamant namibienne à de nouvelles sociétés tel que le groupe Leviev et le canadien CDF International. Les autorités namibiennes souhaitent aussi encourager le développement des tailleurs de diamants locaux. Il en existe déjà 4 et d'autres pourraient s'installer si l'accès aux diamants bruts locaux est ouvert à la concurrence de De Beers. La tension entre le gouvernement et De Beers est montée d'un cran lorsque le premier a proposé une loi selon laquelle 10 % de la production de Namdeb serait vendue sur le marché spot. Ce projet a été suspendu le mois passé après un intense lobbying de De Beers mais cela pourrait n'être que partie remise.

(Financial Times : 03-04/12/2002 ;
Mining Journal : 13/12/2002)

WESTERN MINING CORP (WMC) : Le conglomérat se scinde pour mieux s'offrir en bourse

Le dernier grand conglomérat minier, l'australien WMC s'est scindé à partir du 11 décembre en deux entités distinctes, WMC Resources et Alumina Ltd. désormais cotées séparément à la bourse de Sydney. Ceci est l'aboutissement d'un processus qui a débuté en automne 2001 avec la vente par WMC de ses mines d'or australiennes au sud africain Gold Fields, pour environ 230 M\$. Fin 2001, WMC décide de se scinder en deux entités, après avoir rejeté une offre de reprise globale par Alcoa, de 6,1 milliards de dollars. Le processus vient d'aboutir, avec la création de Alumina Ltd. qui détient les 40 % de WMC dans AWAC, la joint venture avec Alcoa (60 %) et celle de WMC Resources qui détient les autres actifs de l'ancien WMC, dans le nickel, le cuivre et les engrais. AWAC est, en particulier, le premier producteur mondial d'alumine métallurgique avec 25 % de la production mondiale et des usines dans le monde entier. WMC Ressources est le premier producteur de nickel d'Australie et produit environ 8 % du nickel raffiné mondial (61 kt), à partir des grands gisements de nickel sulfuré de Mt Keith et Leinster (Kambalda). La nouvelle société

contrôle également le gisement et complexe métallurgique de cuivre et oxyde d'uranium de Olympic Dam qui à produit en 2001, 200 kt de cuivre en cathodes et 4,3 kt d'oxyde d'uranium. Si Alumina Ltd. devrait faire logique-

ment l'objet d'une offre nouvelle de Alcoa, il reste à voir qui, de BHP Billiton à Rio Tinto ou d'autres, s'intéresseront aux actifs de WMC Resources. Autrement dit, il reste à voir si la scission a créé de la valeur ajoutée pour les

actionnaires, par rapport à l'offre globale d'Alcoa de fin 2001.

(Analyse BRGM ;
Financial Times : 02/12/2002 ;
Metal Bulletin : 02/12/2002 ;
www.wmc.com)

INFORMATIONS SECTORIELLES

1. MÉTAUX DE BASE

ALUMINIUM

L'Empire du milieu au cœur du débat sur l'évolution du marché de l'aluminium

Sur les constatations que la Chine est passée nette exportatrice et que les déclarations d'augmentation des capacités chinoises de production d'aluminium ajoutent une moyenne de 50 000 t tous les mois (en dernière date, Ningxia Qinyi projeterait de porter sa capacité de fonderie de 30 000 à 300 000 t/an), Metal Bulletin repose la question de l'impact sur le marché de cette croissance explosive à deux chiffres : la dernière estimation pour 2002 est de 4,3 Mt et la dernière projection à 2005 est de 7 Mt. À quoi, Carmine Nappi, responsable « analystes industriels » chez Alcan, a déjà apporté des réponses lors d'un récent forum tenu à Beijing. D'une part, on constate que la production (4,1 - 4,3 Mt en 2002 contre 3,4 Mt l'an dernier, soit + 24 %) évolue un peu au-dessus de la consommation, elle aussi galopante, d'autre part il n'y aurait pas de raison que l'équilibre entre offre et demande ne s'applique pas ici comme dans le reste du monde. Par ailleurs, la production chinoise est de plus en plus tributaire de l'importation de la matière première, l'alumine. Or, si les fondeurs chinois peuvent bénéficier actuellement du faible prix de celle-ci, à l'exemple de l'activité soutenue des acheteurs chinois sur le marché spot australien, cette situation pourrait évoluer, mouvement que la baisse engagée des taxes chinoises à l'importation pourrait ne pas suffire à compenser.

D'autres arguments ont été avancés pour minimiser l'impact des chiffres, relatifs au rendement moins bon qu'ailleurs des unités productrices : ce sont l'abandon des capacités à base de vieille technologie Soderberg, les progrès restant à faire pour consom-

mer moins de métal anode (60 - 80 kg de plus que la moyenne occidentale) et moins d'énergie (3 - 5 % sous l'efficacité moyenne). La part du coût de l'alumine dans une tonne d'aluminium est de près de 50 % en Chine, contre 34 % dans la sphère économique occidentale. Il est aussi dit que l'outil de production est trop morcelé avec 17 producteurs seulement (sur 131) de capacité supérieure à 100 000 t/an et le leader, Chalco, ne représentant que 20 % de la consommation.

Mais, détente pour le marché international, le gouvernement aurait retardé à janvier prochain sa décision d'approuver ou non le développement de la raffinerie de Pingguo, JV entre Chalco et le géant mondial américain Alcoa, au motif de négociations sur le prix de l'énergie non abouties. En attendant, la sécheresse qui sévit au niveau mondial et diminue la disponibilité hydroélectrique est venue dissuader les opérateurs ayant cessé ou contingenté leur production, de reprendre leur activité ou un rythme conforme à leurs capacités. De son côté, Rio Tinto a différé le projet d'expansion de sa fonderie (54 %) de Boyne Island, au Queensland, dont la capacité devait passer de 500 kt à 708 kt, préférant attendre la reprise du marché.

(*La Tribune* : 06/12/2002 ;
Les Echos : 06-19/12/2002 ;
Metal Bulletin : 25/11/2002, 09-12-16/12/2002 ; *Mining Journal* : 22/11/2002, 06-13/12/2002)

Les producteurs indiens dans la tourmente...

La privatisation chaotique du producteur Nalco, basé dans l'état d'Orissa, a fini par faire s'interroger le ministre indien des finances sur l'opportunité de poursuivre imperturbablement le plan de développement en cours, commencé en 1999 (cf. Ecomine de novembre). Rappelons qu'il était question dans la phase

actuelle de porter de 1 050 kt à 1 575 kt la capacité de raffinage d'alumine à Damanjodi et de 345 000 t à 460 000 t la capacité de fonderie à Angul. Une décision devrait être prise en janvier 2003 alors que le gouvernement central reconnaît que sa date butoir (de privatisation) du 31 mars 2003 ne pourra être tenue.

Jindal Aluminium a reporté son projet de construire sa sixième usine d'extrusion. La compagnie doit faire face à une concurrence acharnée tirant les prix vers le bas et au relèvement des taxes sur le matériau brut importé. La compagnie ne tourne plus qu'à 60 % de sa capacité : elle a vendu 25 000 t d'extrudés en 2001-2002 sur un objectif initial de 51 000 t, contre 33 500 t en 2000-2001, et elle va devoir baisser ses prix de 7-8 % en janvier prochain pour rester compétitive.

La mine de bauxite de Gurdari, dans le district de Jharkhand, a été attaquée début décembre par un groupe armé non identifié et a subi des dommages matériels nécessitant son arrêt. Son opérateur, Hindalco, a fait savoir que cet arrêt n'aurait pas de répercussion au niveau du raffinage du fait du rattrapage du manque de production par ses autres mines.

Enfin, le projet de raffinerie d'alumine d'Utkal, dans l'état d'Orissa, dont la construction devait commencer en janvier prochain, est reporté. Si la raison principale donnée est un retard pris dans la sécurisation des droits du sol, l'effervescence socio-économique due à la privatisation de Nalco est aussi citée. En arrière plan, les questions latentes sur l'évolution actuelle du marché de l'aluminium et du marasme économique mondial, ont peut-être pesé dans la décision du consortium mené par Indal (filiale d'Hindalco).

(*Metal Bulletin* : 25-28/11/2002 et 12/12/2002 ;
Mining Journal : 22/11/2002)

Alcan ferme l'usine de Burntisland et récupère la division packaging de VAW

Après consultation du personnel, le groupe canadien Alcan a pris la décision de fermer l'usine écossaise de production d'alumine de Burntisland le 30 novembre. L'aluminerie, de capacité 100 000 t/an, produisait des variétés d'alumine de qualité chimique et d'autres composés pour la filière « chimie de spécialité ». C'est l'abandon par Alcan de ce secteur d'activité pour l'Europe, annoncé en début d'année, et l'absence de repreneur malgré huit mois d'attente, qui ont conduit à cette situation.

Par ailleurs, Alcan a acheté pour 345 M\$ au norvégien Norsk Hydro la division d'emballages souples héritée du rachat de VAW, dont le chiffre d'affaires 2001 a été de 637 M\$. Cette branche, qualifiée de non essentielle par Norsk, fournit des emballages pour les industries alimentaire et pharmaceutique. Elle dispose de quatorze usines réparties dans huit pays, dont la Turquie et la Chine. Ce faisant, Alcan a convenu d'arrêter l'action en justice intentée contre Norsk à propos du laminoir Alunorf, où il avait un droit préférentiel de rachat des 50 % détenus par VAW et récupérés par Norsk.

(Les Echos : 19/11/2002 ;
Metal Bulletin : 25-28/11/2002 ;
Mining Journal : 22/11/2002)

Russie : développements chez Rusal et Sual

Ostensiblement absents du plan de développement du producteur Russian Aluminium exposé récemment (cf. Ecomine de novembre), le gouvernement ukrainien vient de menacer le groupe russe de récupérer la part de 30 % (payée 100 M\$) qu'il détient dans la raffinerie d'alumine de Nikolayev (Ukrainian Aluminium) sous prétexte que les engagements signés lors de l'ouverture du capital en 2001 n'ont pas été tenus. Rusal s'était engagé à construire une fonderie de capacité 100 000 t/an d'ici la fin 2002. Mais l'affaire n'est pas tout à fait claire car plusieurs projets de fonderie semblent avoir été examinés : Ukrainian Aluminium aurait étudié un projet de fonderie attenante au laminoir de Pervomaïsk tandis que Rusal aurait

étudié un projet modelé sur sa raffinerie sibérienne de Sayanogorsk (0,40 Mt/an). Peut-être trop modelé sur Sayanogorsk aux yeux des ukrainiens, car ils sont eux-mêmes en train d'augmenter la capacité de Nikolayev pour la porter de 1,0 à 1,3 Mt/an.

Siberian Urals Aluminium (Sual) fusionnerait bientôt ses activités aluminium avec celles de Sevzaprom, filiale d'Aimet UK qui est une société basée à Londres. Sevzaprom possède les fonderies de Volgograd et de Volkhov (166 800 t/an au total) et la raffinerie d'alumine de Pikalyovo (240 000 t/an). De son côté, le groupe Sual, à 90 % détenu une JV russo-américaine (Renova), a produit en 2001 4,5 Mt de bauxite, 1,7 Mt d'alumine et 675 000 t d'aluminium. Sual est fortement engagé dans la promotion du développement de son super gisement de Timan (Rép. de Komi), aux confins de l'Oural, pour lequel il met en place activement un plan financier tout en recherchant un co-investisseur international ; rappelons que ce projet d'un complexe groupant extraction de bauxite, aluminerie et fonderie, représente un coût global de deux milliards de dollars.

(Metal Bulletin : 28/11/2002 et 05-09/12/2002 ;
Mining Journal : 06/12/2002)

CUIVRE

Cours du cuivre soutenu par les coupures de productions de 2003

Sur le marché du cuivre (et des autres métaux de base), la fin d'année est dominée par les annonces de réductions de production/capacité en 2003 venues principalement de trois grands groupes, BHP-Billiton, Codelco et Grupo Mexico. Ceux-ci ont décidé de prendre les devants face à la faiblesse de la demande, notamment aux États-Unis et en Europe, et au niveau élevé des stocks mondiaux qui ont atteint 1,37 Mt. Ces annonces ont soutenu un redressement du cours amorcé par une baisse des taux aux États-Unis (les fonds américains étant passés acheteurs) et par la fermeté de la demande chinoise : début décembre, le cours (LME à 3 mois) passait la barre des 1 660 \$/t, puis glissait pour rebondir sur le support des 1 600 \$/t.

Chez BHP-Billiton, la coupure sera de 390 kt par rapport à sa capacité installée, dont la majeure partie supportée par la mine chilienne d'Escondida (200 kt sur 1 050 kt à pleine capacité), le reste par la mine péruvienne de Tintaya (90 kt) et par les mines américaines Pinto Valley et Robinson (100 kt au total). Chez Codelco, le n° 1 mondial va se contenter de geler la vente de 200 kt de cuivre sans affecter sa production dont la prévision est de 1,64 Mt ; le groupe dit vouloir maintenir le plan de réduction jusqu'à ce que les stocks mondiaux soient redescendus vers 0,7 - 0,8 Mt. Et pour Grupo Mexico, c'est sa filiale Southern Peru Copper Corp qui va amputer de 330 kt de concentrés la hausse de capacité de sa fonderie en projet de modernisation, en la ramenant à 1 500 kt.

Auparavant (fin novembre), la publication du dernier bilan effectué par l'International Copper Study Group a montré deux choses principalement. La première est que le surplus 2002 de métal serait ramené à 146 kt (717 kt l'an dernier), grâce à une hausse de la demande remontée à 15,1 Mt. La deuxième est que l'équilibre attendu entre offre et demande dans la prévision 2003 ne permettra pas de faire baisser les stocks actuels. En effet, l'ICSG prévoit en 2003 une hausse de 4,7 % de la production minière, à 14,12 Mt, une hausse de 2,6 % pour le métal raffiné, à 15,67 Mt, enfin une hausse de 3,7 % de la demande, à 15,7 Mt.

(Financial Times : 05/12/2002 ;
La Tribune : 27/11/2002 et 05/12/2002 ; Les Echos : 27/11/2002 et 05/12/2002 ; Metal Bulletin : 28/11/2002 et 02-05-09/12/2002 ;
Mining Journal : 06/12/2002 ;
Platt's Metals Week : 09/12/2002)

ÉTAIN

Reprise chez les producteurs et rebond du cours ne font pas encore le printemps...

La conjonction de quelques annonces de réduction de production en 2003 et du constat que les Chinois ont freiné leurs ventes d'un tiers au cours des neuf premiers mois semble à l'origine d'un rally du cours de l'étain commencé à la mi-novembre. Le cours (LME à 3 mois) a flirté avec les 4 350 \$/t début

décembre, provoquant un mouvement de hausse des charges de fonderie-raffinage, avant de glisser et de tenter un rétablissement autour des 4 200 \$/t.

Question limitations de production, Malaysia Smelting Corp a diminué de moitié son objectif de production 2003, à 15 000 t (cf. Ecomine de novembre) tandis que l'indonésien n° 1 mondial PT Timah maintient sa production actuelle au niveau de l'an dernier, soit environ 28 000 t d'étain raffiné pour les neuf premiers mois. Mais côté indonésien, l'offre étant freinée par le faible prix, le vrai facteur positif de la limitation reste la lutte entamée par le gouvernement contre les mineurs illégaux dont le flux exportateur perturbait le marché. Côté chinois, le n° 1 Yunnan Tin vient de remettre en route sa fonderie arrêtée en septembre, soit une réduction de production de 3 - 4 000 t au final et un total 2002 de l'ordre de 20 000 t. Par contre, le n° 2 Liuzhou China Tin devrait produire 17 000 t cette année (21 000 t en 2001), au lieu des 10 500 t annoncées. Enfin, les problèmes de contrôle à la mine bolivienne de Huanuni, surtout au niveau du gel des investissements nécessaires à la mise en production de nouveaux chantiers et au maintien des ressources, contribuent à la limitation. Question ralentissement des exports chinois d'étain raffiné, l'agence Xinhua a mentionné une baisse de 33 % des ventes pour les neuf premiers mois de cette année, soit 24 000 t sur les 36 000 t théoriques calculées sur un export prévisionnel établi à 45 - 50 000 t.

Reste à savoir comment peut évoluer la demande ? Les dernières statistiques portant sur les huit premiers mois de l'année indiquent une baisse de 6,2 % de la demande mondiale, à 177 400 t, surtout à cause du recul des TMT, donc de l'industrie électronique où l'étain est utilisé dans les brasures. Cela rejoint et confirme l'analyse faite sur la morosité de la situation aux Etats-Unis (cf. Fondamentaux) où le taux d'utilisation des capacités industrielles est tombé à 75 % et où le problème de la déflation a pris le pas sur l'attente de signes plus évidents de la reprise économique américaine.

(L'Usine Nouvelle : 05/12/2002 ; Metal Bulletin : 21-25/11/2002 et 02/12/2002 ; Mining Journal : 29/11/2002 ; Platt's Metals Week : 02/12/2002)

JV russo-kirghize pour la production d'étain et de tungstène

À l'initiative de compagnies russes, dont Novossibirsk Tin Works, le projet d'usine de traitement des minerais à étain et tungstène de la mine Sary-Dzhazsk, située au Kirghizistan, a été remis sur rail. Le projet, situé dans la région d'Issyk-Kul, avait été abandonné au début des années 90, faute de trouver le financement dans le contexte d'alors. Russes et gouvernement kirghize ont donc monté une JV qui a commencé les travaux sur le terrain et espère pouvoir démarrer mine et usine dès l'année prochaine. D'après les autorités kirghizes, les ressources seraient de 160 000 t d'étain et de moins de 10 000 t de tungstène.

(Metal Bulletin : 12/12/2002)

FER et ACIER

Croissance externe boulimique pour LNM Holdings

LNM Holdings (sous la houlette de l'homme d'affaires Lakshmi Mittal) est en train de négocier avec l'aciériste sud-africain Iscor l'acquisition d'une part additionnelle de 12,19 % du capital, qui le ferait monter à 47 %. Cela nécessite une autorisation spéciale des autres actionnaires, dont l'assemblée est prévue en janvier, à cause du franchissement du seuil de 35 %. De plus, par le biais d'avances sur investissements, LNM pourrait récupérer 5-10 % supplémentaires dans les trois prochaines années.

LNM serait en passe de devenir le n° 2 mondial des producteurs d'acier, derrière Arcelor, avec une production avoisinant 30 Mt. LNM possède 80 % d'Ispat International (19,25 Mt) et a acheté récemment les aciéristes privés algérien (1,8 Mt) et roumain (Sidex, 5,0 Mt). Il a actuellement plus du tiers du capital d'Isco (5,3 - 6,0 Mt) et il est en négociations pour acheter 67 % de l'aciériste tchèque Nová Hut (3,0 Mt) et 99 % de son compatriote Vítkovice. Mais sur cette dernière affaire, une commission interministérielle tchèque vient de se prononcer contre l'offre de LNM, jugée trop insuffisante.

(Financial Times : 04/12/2002 ; Metal Bulletin : 02-05/12/2002)

Anglo American poursuit sa diversification dans le fer

Anglo American vient d'obtenir de Deutsche Securities le droit d'acquérir 9,29 % du capital du producteur de fer sud-africain Kumba Resources dont la capitalisation boursière approche 1,1 milliards de \$. Cela, si les autorités compétentes l'acceptent, porterait sa part dans Kumba à 29,37 % si l'on inclut son option d'achat des 10,47 % de Stimela Mining. Mais cette option lui est contestée par l'officiel Industrial Development Corp pour de vagues raisons de souveraineté et surtout parce qu'IDC a conclu des accords de prix sur le minerai de Kumba avec Iscor dans lequel il détient des intérêts.

(Financial Times : 25/11/2002 ; Metal Bulletin : 28/11/2002 ; Mining Journal : 29/11/2002)

Arcelor pris entre stratégie de développement et marasme actuel

Le projet de JV annoncé le mois dernier entre Nippon Steel et Baosteel pour la construction à Shanghaï d'un complexe laminoir à froid de capacité 1,9 Mt/an - atelier de galvanisation destiné au marché automobile chinois vient de connaître un rebondissement : le groupe européen Arcelor serait en négociations pour intégrer la JV. Usinor, puis Arcelor avaient déjà posé des jalons de coopération avec Nippon Steel dans ce domaine.

Arcelor a dû revoir à la baisse sa production d'acier du 4e trimestre pourtant budgétisée et il est question d'une baisse de production au 1er trimestre 2003 de l'ordre de 5 - 6 %. Cette décision est intervenue peu avant la prise de position de l'OCDE en réunion à Paris (où était présente la Chine), pendant laquelle des engagements ont été pris pour réduire la surcapacité mondiale de production d'acier. Celle-ci est évaluée, d'après l'OCDE à 140 Mt, et d'après les Etats-Unis à 200 Mt.

Poursuivant son processus de vente des actifs sensibles ciblés par la commission européenne de la concurrence lors de la fusion, Arcelor vient de céder deux lignes de galvanisation au suisse Duferco. Il s'agit des usines de

Beautor (99,65 % Arcelor ; laminoir à froid de capacité 300 000 t/an et atelier d'électro-galvanisation) et de Sollac Lorraine à Strasbourg (100 % Arcelor ; unité de galvanisation à chaud de capacité 250 000 t/an et production d'acier à couche colorée). Parmi les actifs restant à céder, il y a Cofrafer (France), LDD (Luxembourg), Galmed (Espagne), Lusosider (Portugal) et ISP Arvedi (Italie).

(Les Echos : 20/12/2002 ;
Metal Bulletin : 12/12/2002)

PLOMB - ZINC

Extension des réductions de production de Pb-Zn

Les réductions de production de plomb et de zinc se multiplient en fin d'année dans la sphère économique occidentale. La situation de la Chine, qui a un rôle majeur sur le marché, est examinée à part dans l'article suivant. Ces réductions présentes et à venir sont :

- chez Noranda, la réduction de 22 % de la production de sa fonderie de plomb de Brunswick (Canada), sur 100 000 t de capacité, par l'instauration d'arrêts de quatre mois par périodes de 12 mois (le 1er arrêt commencera en juillet 2003) ;
- chez Pasminco, la fermeture des mines de Gordonsville dans six mois, qui produit 45 000 t/an de zinc et qui est aussi une des sources principales de germanium, et de Clinch Valley d'ici deux ans, qui produit 12 000 t/an de zinc (Tennessee) ; mais l'efficace usine de zinc de Clarksville continuera de produire ;

- chez Glencore, la réduction de 20 % de sa production à Porto Vesme (Italie), où le conflit sur la fourniture d'énergie économique attend une solution légale ; la fonderie produit normalement 200 000 t de zinc et la raffinerie électrique 90 000 t de zinc ;
- chez MIM Holdings on se prépare à la fermeture de la fonderie d'Avenmouth (Royaume-Uni), qui produit 110 000 t/an de zinc et 50 000 t/an de plomb.

(Metal Bulletin : 05-09-16/12/2002 ;
Mining Journal : 06/12/2002 ; Platt's
Metals Week : 09/12/2002)

Chine : situation conflictuelle entre gros et petits producteurs de plomb et de zinc

La montée en puissance de la demande chinoise de plomb et de zinc a contribué à renforcer la surcapacité de l'outil de production, surtout au niveau des fonderies. Le pays, qui exporte un gros quart du zinc produit et un tiers du plomb, est donc confronté à la surcapacité mondiale exacerbée par le marasme économique et aux prix bas résultants. C'est pourquoi quelques gros producteurs de zinc, Zhuzhou, Huludao, Baiyin Nonferrous et Zhongjin Lingnan, ont décidé en juin de baisser de concert leur production pour soutenir le cours. Mais de leur côté, les petits producteurs, généralement dépourvus de propre production minière, n'ont cessé de surenchérir. Comment le gouvernement central peut-il gérer la

situation suivante : laisser se développer et se moderniser ce secteur pour aller à la rencontre de la demande future, contrôler sinon freiner sa surcapacité pour préserver l'immédiat et laisser la poussée désordonnée des petits producteurs fragiliser ou contre-carrer son action ?

Dans le tableau A, la demande chinoise de zinc passerait de 1 300 kt cette année à 1 500 kt en 2003-2005, tandis que la demande de plomb passerait de 700 kt à 800 kt, tirée par la croissance de la construction automobile qui utilise des batteries plomb-acide.

Chiffres exprimés (certains indisponibles) des productions, demandes, exports chinois de zinc ou de plomb raffinés (en kt) ; estimations pour les années 2002-2003-2005.

Les petits producteurs se veulent assez agressifs pour ne pas disparaître, poussés en cela pour au moins deux raisons : souvent à capitaux privés, leurs dirigeants entendent mener une politique de développement et, vecteurs de l'économie régionale, ils sont aussi soutenus et financés par les autorités provinciales jalouses de leur capacité industrielle. Les prévisions de hausse de capacité en zinc comme en plomb sont donc fréquentes comme en témoigne le tableau B réunissant les annonces récentes.

Prévisions récentes de hausses de capacités de zinc et de plomb (en tonnes) chez de petits producteurs

Statistiques Chine en kt	2000	2001	2002e	2003e	2005e
production de zinc raffiné	1 919	2 060	1 960		
demande de zinc	1 356	1 300	1 300	1 500	1 500
export de zinc raffiné	575	525			
production de plomb raffiné	1 098	1 178	1 260	1 280	
demande de plomb	490	600-700	700	800	800
export de plomb raffiné			390	400	

A

compagnies ; province, ville ou comté	équipement	production de zinc (tonnes)				production de plomb (tonnes)			
		capacité 2002	production 2002	extension capacité	horizon	capacité 2002	production 2002	extension capacité	horizon
Chihong Zinc & Germanium ; Yunnan, Huize	four z1	60 000	60 000						
	four z2			100 000	fin 2004				
	four z2			200 000	indéterminé				
	four p1					20 000	20 000		
Jiyuan Wanyang ; Henan, Jiyuan	four p1					55 000		55 000	2003
Lanping Huikwang ; Yunnan, Lanping	four z1	25 000	25 000						
	four z1			40 000	début 2003				
	four z1			50 000	2004				
Xinli Nonferrous Metals ; Yunnan, Qujing	four p1					70 000	60 000	0	fin 2004
	four p2							100 000	fin 2004

B

chinois ; pour Jiyuan, il s'agit de modernisation sans hausse de capacité et pour Xinli il y a délocalisation de la nouvelle fonderie.

Les conditions du marché chinois sont encore dégradées par certaines importations de métal, notamment de zinc et de plomb venant du Kazakhstan (respectivement 17 000 t et 7 000 t sur neuf mois), dont la nouveauté du flux s'expliquerait par un abattement de moitié des taxes d'importation fixées normalement à 17 %. Dans ce contexte, il n'est donc pas étonnant d'entendre des responsables parler de fermeture des fonderies trop petites et/ou d'efficacité médiocre allant de pair avec une technicité obsolète et/ou jugées maintenant trop polluantes car localisées dans des agglomérations.

(*Metal Bulletin* : 25/11/2002 et 05-09/12/2002 ; *Mining Journal* : 22/11/2002 ; *Platt's Metals Week* : 09/12/2002)

Metaleurop cède à Xstrata la fonderie de zinc de Nordenham

L'Europe et la mondialisation sont là. Le français Metaleurop (33 % Glencore) va céder au suisse Xstrata (40 % Glencore), via sa filiale espagnole Asturiana de Zinc, la fonderie de zinc allemande de Nordenham. Le montant convenu est de 100 M\$ (autant en euros). La fonderie, située en Allemagne du Nord et qui produit 133 000 t/an de métal à partir de minerais, est considérée performante et stratégiquement intéressante par Xstrata qui augmentera sa production de zinc à 600 000 t/an, soit 20 % de la production européenne ; la fonderie aurait même un plan d'expansion devant porter sa capacité à 250 000 t/an. La justification de la transaction se trouve dans le reprofilage de Metaleurop qui va se spécialiser dans la production secondaire à partir de métal recyclé et qui, par ailleurs, élimine sa dette bancaire à court terme. De son côté, Xstrata acquiert au moment opportun (bas de cycle des métaux) une unité de production moderne venant compléter son unité espagnole très performante de San Juan de Nieva.

(*Les Echos* : 13/12/2002 ; *Metal Bulletin* : 16/12/2002 ; *Mining Journal* : 13/12/2002)

2. MÉTAUX D'ALLIAGE

ANTIMOINE

Le robinet chinois d'antimoine se ferme un peu plus

Le gouvernement chinois semblant toujours aussi vigilant dans l'exercice de son contrôle sur les production et commercialisation d'antimoine, la décision de son ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC) de baisser le quota à l'export 2003 de seulement 3 000 t (67 000 t en final) a un peu surpris les observateurs expérimentés. Pour ces derniers, la vraie question semble être « combien de tonnes d'antimoine seront exportées en plus du chiffre officiel ? ». Néanmoins, il est évident que l'export sous forme de concentrés s'assèche : sur les huit premiers mois de cette année, seulement 28 173 t à l'export alors que la production correspondante s'élève à 82 485 t (en recul de 4,2 %), soit une part à l'export descendue à 34 %.

Mais le vrai problème vient de la disparité actuelle entre production de concentrés et production de métal ou d'oxyde. Le désastre des inondations du Guangxi et ses conséquences au plan industriel ont diminué l'offre alors que la fabrication de métal ou d'oxyde est restée à un niveau soutenu, la différence étant compensée par les stocks importants. Mais cela a une fin : à preuve du changement actuel du marché, le producteur sud-africain Metorex a annoncé un revenu de ses ventes du 3e trimestre quadruplé par rapport au 3e trimestre 2001.

(*Mining Journal* : 29/11/2002)

COBALT - NICKEL

Conséquences de la restructuration du producteur américain OM Group

Le producteur connaît de graves difficultés dues à de fortes pertes dans sa filière cobalt (cf. Ecomine de novembre). Une restructuration, des économies à tous les niveaux et des cessions d'actifs non stratégiques ont été engagées, et des projets abandonnés. Cela va se traduire sur les comptes du 4^e trimestre par une charge pour restructuration de plus de 300 M\$.

L'activité du groupe sera organisée en quatre unités, cobalt avec un outil de production minier réduit, nickel, métaux précieux, commerce et ventes. La fermeture de la mine congolaise de Luiwishi rendue effective début décembre, l'approvisionnement en concentrés de cobalt est focalisé sur l'opération Big Hill. Les stocks de cobalt et de nickel seront progressivement réduits de plus d'un tiers et la production mieux ajustée à la demande. Le groupe se séparera de sa branche tungstène et de sa filiale de commerce de poudres de métal. Mais il est parti à la recherche de partenaires dans son activité métaux précieux. OMG a aussi cessé d'investir sur le projet à nickel-cobalt indonésien d'Halmahera mené en JV avec la junior canadienne Weda Bay Minerals, après un 1er coup de frein en 2001 justifié par le contexte politique. Halmahera, qui a des ressources de 151 Mt à 1,4 % Ni et 0,1 % Co, était en cours d'étude sur des scénarios de production annuelle dans la fourchette 39 000 t Ni – 2 600 t Co et 61 000 t Ni – 4 600 t Co. WBM cherche des solutions après le départ de son principal partenaire.

(*Metal Bulletin* : 25/11/2002 et 16/12/2002 ; *Mining Journal* : 22/11/2002)

Le reprise économique passera par l'acier inoxydable...

Et qui dit acier inoxydable dit nickel. Cette année, le nickel s'est octroyé une hausse de 20 %, exceptionnelle pour les non ferreux, finissant à 7 534 \$/t et donnant un prix moyen de 6 360 \$/t. Mais si les réductions des capacités minières ont favorisé la tenue des cours, l'augmentation prévue de la demande fait entrevoir par certains spécialistes le spectre de la pénurie pour la période 2003-2005.

Fin novembre, s'est tenu à Sydney le 5^e Congrès mondial du nickel au cours duquel analystes et industriels ont unanimement validé la prévision d'une hausse de la demande d'acier inoxydable, produit tellement présent dans notre économie qu'on a dit « qu'il mène toujours la reprise économique », et de nickel. D'après Alan Heap de Salomon Smith Barney, les hausses de consommation en 2003 seraient respectivement de 4,5 % et de 3,3 %.

D'ailleurs, Arcelor et Posco ont déjà anticipé le mouvement en renforçant leur capacité de production d'inox. Au niveau mondial, Macquarie prévoit une production d'inox de 20,313 Mt en 2002 (+ 6,3 %) et de 21,322 Mt en 2003 (+ 6,6 %), tandis qu'Australian Minerals Economics prévoit des hausses de capacité d'inox de 1 Mt en 2003 et de 2 Mt en 2004.

Le chiffre du déficit de nickel, brandi par un industriel, serait de 20 000 t. Côté renforcement des capacités de production mondiales, un responsable de la Société Le Nickel estime celles-ci à 68 000 t sur une production globale d'environ 1,2 Mt. SLN (60 % Eramet) est en train de monter sa production de 60 000 à 75 000 t/an, niveau qui permettrait à Eramet de renforcer sa présence en Asie où il réalise 55 - 60 % de ses ventes et de devenir le 1er partenaire de la Chine dans l'inox. Car deux questions essentielles à toute analyse du marché du nickel concernent l'évolution de la part chinoise dans la demande globale et le niveau de stock atteint par le russe Norilsk. Il a été prévu que la part de la demande chinoise triplerait sur la période 1999-2007, passant de 4 % à 12 %. Le stock du producteur russe sera tenu secret jusqu'à l'an prochain, malgré une libéralisation récente des statistiques (sauf métaux précieux) ; mais il a été estimé à plus de 60 000 t, voire 80 000 t dès l'an prochain, dont un quart est estimé pouvoir revenir sur le marché international.

(*La Tribune* : 04/12/2002 ;
Metal Bulletin : 12/12/2002)

FERRO-ALLIAGES

Kwh norvégien trop cher et production de ferro-silicium suspendue chez Elkem

En Norvège, suite à un été sec et à un hiver précoce qui ont réduit puis rendu indisponibles les importantes ressources hydroélectriques, provoquant rationnement et hausse substantielle du prix du Kwh, Elkem a dû se résoudre à suspendre la production de ferro-silicium dans ses usines de Salten et de Thamshavn. Mais, si toute production est arrêtée à Thamshavn jusqu'au début du 2^e trimestre 2003, Salten continuera à produire du silicium métal.

En principe, Elkem est autosuffisant à hauteur de 40 % de ses besoins énergétiques, le solde étant complété par le réseau national. À l'instar des producteurs d'aluminium nord-américains, le norvégien a déclaré qu'il vendra sa production électrique au réseau national.

(*Metal Bulletin* : 12/12/2002)

MAGNÉSIUM

Relocalisation en Malaisie d'une usine américaine

La société australienne Mt Grace Resources Ltd a signé une lettre d'intention avec North West alloys, filiale d'Alcoa, pour acheter les installations de l'usine d'Addy (état de Washington) dont l'activité avait cessé fin 2001. Si la transaction se réalise, Mt Grace Resources paierait un total de 21 M\$ US pour des installations, dont trois fours, qui représenteraient, selon le Mining journal, une capacité de production de 70 000 t par an. Mt Grace prévoit de relocaliser l'usine en Malaisie sur le site de Pérak qui bénéficie de la proximité de réserves de dolomie évaluées à plus de 20 Mt, soit 20 ans de production. Compte tenu des avantages fiscaux et de l'accès à une ressource énergétique à bas prix (gaz et électricité), la société australienne privilégie le projet malaisien plutôt que son projet australien de Batchelor situé dans les territoires du Nord-Ouest à 70 km de Darwin. Celui-ci avait un coût d'investissement estimé à 80 M\$ australiens pour une capacité de production de 12 500 t par an. Mt Grace ressources a déjà sécurisé des contrats d'approvisionnement avec la société allemande Stinnes Metall, la production pourrait commencer fin 2003.

(*Metal Bulletin* : 05/12/2002 ;
Mining Journal : 13/12/2002 ;
Platt's Metals Week : 09/12/2002)

Les deux projets phares australiens en bonne voie...

Les deux projets phares australiens de Samag (port Pirie en Australie du Sud) détenu par Magnésium International et Stanwell (Queensland) détenu par AMC (Australian Magnesium Corp) poursuivent leur chemin. Le projet Samag, pour une capacité de produc-

tion de 71 000 t par an, nécessite un investissement de 751,5 M\$ australiens (414 M€). Après avoir sécurisé la vente de la production à un prix minimum couvrant les coûts opératoires et le remboursement de la dette principale avec Thyssen Krupp, Magnésium International est toujours à la recherche d'un partenaire financier pour démarrer les travaux d'ingénierie. Il a d'autre part bénéficié de l'aide gouvernementale pour le développement d'infrastructures portuaires.

De son côté, AMC bénéficie du soutien de l'américain Newmont Mining à hauteur de 100 M\$ australiens (55 M€) pour un projet dont le coût total est estimé à 900 M\$ australiens (495,6 M€) pour une capacité de production de 97 000 t par an de magnésium pur et d'alliages. Des contrats de vente pour des tonnages de 61 000 t par an ont déjà été signés.

(*Metal Bulletin* : 09/12/2002 ;
Mining Journal : 13/12/2002)

...tandis qu'au Canada, Magnola peine à monter en production...

Le canadien Noranda qui avait décidé de se diversifier dans la production de magnésium à Danville (Québec) doit faire face à de multiples problèmes techniques qui retardent la montée en puissance de la production. Pour une capacité nominale de 63 000 t, la production marchande n'aura été que de 25 000 t en 2002. Les difficultés ont concerné des fuites d'électrolytes et la détérioration d'électrodes. Selon la société, le coût final du projet reste inchangé à 1,1 milliards de dollars canadiens (687 M€).

(*American Metal Market* : 02/12/2002 ;
Metal Bulletin : 28/11/2002)

Nouvelles menaces protectionnistes aux USA sous la pression chinoise

Face à la pression des importations chinoises d'alliages de magnésium, la société américaine US Magnésium pourrait demander la mise en place de taxes anti-dumping auprès de l'ITC. Selon la société, le prix des alliages chinois rendus aux USA serait inférieur de 10 % au prix local du magnésium primaire soit 80 -

90 cents par livre, ce qui inciterait les producteurs d'aluminium comme Alcoa et Alcan à se détourner du magnésium primaire américain. Cette attitude commerciale est considérée par la société américaine comme un contournement des taxes anti-dumpings existant sur le magnésium primaire. La guerre commerciale qui sévit aux États-Unis rejaillit sur le marché européen où l'on note l'afflux de matériel américain à des prix alignés sur les prix chinois, soit 1 600 \$ la tonne pour le magnésium pur. Avec des prix de 1 880 - 1 980 \$ les producteurs européens de magnésium secondaire ont des raisons d'être inquiets, même si les importations américaines sont contingentées. Le magnésium chinois se négociait au départ de Chine à 1 400 \$ fob.

(*Metal Bulletin* : 18-21/11/20002 et 09/12/2002)

TUNGSTÈNE

En Chine, Minmetals peut-il conserver son rôle officiel et être concurrent des autres ?

Il semblerait que l'agence de commerce officielle chinoise des non-ferreux Minmetals cherche à acquérir le producteur de tungstène Nanchang Cemented Carbide, établi dans la province de Jiangxi. Dans son usine, NCC produit APT, poudre et oxyde : il a exporté 1 500 t de ces divers produits cette année. Cette initiative ne semble pas plaire à tout le monde car Minmetals joue sur tous les tableaux : l'agence jouit du privilège de drainer la commercialisation de 37 - 38 % du quota d'exportation, qui sera de 16 300 t en 2003 (tous produits confondus), et elle a déjà une participation de 30 % dans le producteur chinois n° 1, Xiamen Tungsten, récemment introduit en bourse (cf. Ecomine de novembre).

(*Metal Bulletin* : 16/12/2002)

VANADIUM

L'américain McKenzie Bay fignole son projet vanadium de Lac Doré

McKenzie Bay International met le point final à son projet de développer la mine de vanadium québécoise de

Lac Doré, qui sera la plus importante source de vanadium en Amérique du Nord, avec 10 900 t/an, en profilant l'usine de traitement. Afin d'éviter réglages et tests au moment crucial de mise en route de l'usine en taille réelle, McKenzie a choisi de construire préalablement une usine pilote de capacité six fois moindre (1 800 t). Le traitement doit fournir du pentoxyde de qualités comprises entre plus de 99,6 % et plus de 99,9 %, ainsi que la qualité électrolytique dont le marché est en pleine expansion avec le développement des batteries de stockage d'électricité. Bien que la localisation précise du complexe ne soit pas encore fixée, le plan prévoit l'entrée en production du pilote au cours du 3^e trimestre 2003 mais ne prévoit pas de date pour l'usine définitive.

(*Metal Bulletin* : 09/12/2002)

3. MÉTAUX SPÉCIAUX

GALLIUM

Faiblesse des prix et afflux de matériel chinois

Les prix du métal, notamment utilisé dans les puces électroniques, reste faible à 250 \$ le kg sur le marché libre. Les approvisionnements chinois sont largement disponibles.

(*Mining Journal* : 29/11/2002)

GERMANIUM

Stagnation des prix dans un marché déprimé

Des prix toujours déprimés ont conduit le plus gros producteur chinois : Nanjing Germanium à réduire sa production de 30 %. Le dioxyde de germanium se négociait à 200 \$ le kg et le métal entre 400 - 430 \$ le kg.

(*Mining Journal* : 29/11/2002)

INDIUM

Fermeté des prix confortée par l'arrêt de la production à Noyelles-Godault

Alors que les prix plafonnaient sous les 60 \$ le kg, l'annonce par Metaleurop de l'arrêt de production de

zinc primaire sur le site français de Noyelles Godault a suscité un net raffermissement à 70 \$ le kg. L'indium, sous produit de la mine du zinc ne va donc plus être produit sur le site maintenant orienté vers le recyclage. La position dominante de la Chine se trouve ainsi encore confortée alors que la demande semble frémir aussi bien dans le secteur des semi-conducteurs que dans celui des verres plats.

(*Mining Journal* : 29/11/2002)

SILICIUM

Les producteurs occidentaux survivront-ils à la pression chinoise et russe ?

La 18^e conférence internationale sur les ferro-alliages qui s'est tenue à Monte Carlo, fin novembre, a été l'occasion pour les producteurs européens de ferro-silicium et silicium de tirer la sonnette d'alarme face aux importations chinoises et russes. Entre 1998 et 2001, en Europe, dans un contexte de baisse continue des prix, la part de marché de ces deux pays a augmenté de 67 % pour représenter 40 % des volumes totaux. Si les producteurs occidentaux capitalisent sur leur avantage technologique en privilégiant les produits à plus forte valeur ajoutée : ferro-silicium haute pureté, silicium métal, le répit pourrait être de courte durée compte tenu de l'évolution rapide des techniques chez leurs concurrents. Le point le plus sensible est toujours constitué par les coûts énergétiques qui, à eux seuls, représentent 40 % du coût final dans les pays occidentaux alors qu'ils n'intervenaient que pour 25 % en 1994. Des fermetures d'usines ont déjà eu lieu en Italie, Allemagne, Espagne ainsi qu'aux USA. L'arme des taxes anti-dumpings devrait accorder un répit, mais pour combien de temps ? Pour l'immédiat les producteurs chinois sont toujours confrontés au rationnement de l'énergie électrique et doivent également faire face à de nombreuses procédures pour non-respect des qualités.

(*American Metal Market* : 25/11/2002 ; *Metal Bulletin* : 09/12/2002 ; *Platt's Metals Week* : 25/11/2002)

L'américain Globe, cherche toujours repreneur

Confronté à la baisse des prix, l'américain Globe Metallurgical Corp, un des leaders mondiaux dans le domaine de l'électro-metallurgie (ferro-silicium, silicium), cherche repreneur depuis près d'un an. Elkem et le français Péchiney Electro-Metallurgie (PEM) ont successivement été approché, notamment pour l'usine de Beverly située dans l'Ohio, apparemment sans résultat. Le repreneur de la totalité de l'entreprise (sites de Beverly, Selma, Niagara, Springfield) pourrait être la société de négoce américaine Marco International. La transaction, si elle se réalise, bénéficiera d'un contexte de marché plus favorable, les prix, sur un an se sont en effet raffermi d'environ 10 % passant de 50 cents la livre en janvier à 59 - 60 cents à l'heure actuelle sur le marché américain.

(*Metal Bulletin* : 21/11/2002)

Premiers composants optiques sur silicium

Les chercheurs du laboratoire ST Microelectronics de Catane en Sicile, annoncent avoir mis au point une diode à base de silicium dopé aux terres rares (Erbium, terbium et Cérium) et enrichi en «nanocristaux de silicium» qui disposera de propriétés électro-luminescentes. Cette nouvelle technologie devrait permettre de s'affranchir des problèmes de parasitages et d'élévation en température en ayant recours à une transmission lumineuse. Dans des domaines d'application tels que les composants optiques ou les composants automobiles, le silicium vient ainsi concurrencer l'arséniure de gallium.

(*Financial Times* : 21/11/2002)

TANTALE

Sons of Gwalia réajuste sa production et ses investissements

Pour s'adapter au marasme du marché du tantale, l'australien Sons of Gwalia, premier producteur mondial, a décidé de geler les développements en souterrain sur son site de Greenbushes et d'augmenter la production sur le site à ciel ouvert de

Wodgina. Les réajustements devraient ramener, pour 2003, la production de Greenbushes de 500 t à 341 t de Ta₂O₅ et faire passer celle de Wodgina à 682 t, soit la capacité de production nominale, tout en maintenant la production totale annuelle au voisinage de 1 000 - 1 045 t. L'exploitation souterraine à Greenbushes avait été mise en œuvre début 2002 après des investissements de 100 M\$ australiens (55,1 M€).

(*Metal Bulletin* : 05/12/2002)

TERRES RARES

Encadrement des investissements étrangers en Chine

Alors que le marché des terres rares est appelé à progresser dans les années à venir, aussi bien dans le marché des TMT (semi-conducteurs, écrans etc.) que celui des pots d'échappement (cf. Ecomine d'avril), les autorités chinoises encadrent l'implantation des sociétés étrangères dans ce secteur. Elles distinguent ainsi quatre domaines : l'exploitation, la fonderie, la séparation et la transformation. L'investissement étranger est formellement interdit dans le domaine de l'exploitation, par contre des intérêts non majoritaires peuvent être détenus dans les domaines de la séparation et de la fonderie. Les investissements sont encouragés, même à titre majoritaire dans le domaine très technologique de la transformation. Selon de nombreuses sources, la Chine disposerait dans le district de Baotou (Mongolie intérieure) de plus de 54 % des réserves mondiales connues de terres rares. En 2001, la production du district de Baotou aurait été de 46 600 t, soit 51 % de la production mondiale.

(*Industrial Minerals* : December 2002)

TITANE

Murray Basin : l'australien Sons of Gwalia réduit ses prétentions

SoG avait récemment décidé d'abandonner l'or pour se concentrer sur le tantale et les minéraux lourds (Ti, Zr). Il avait notamment décidé d'être un opérateur majeur dans le bassin tertiaire de Murray Basin. Ce district

du sud australien pourrait devenir, selon ses promoteurs, une des provinces à minéraux lourds majeure des 20 prochaines années et voit fleurir les projets de développement dans le sillage du boom du marché des pigments blancs, majoritairement destinés à la papeterie. Face aux difficultés rencontrées par le retournement du marché du tantale (voir ci-après) SoG doit également réduire ses ambitions dans le district de Murray Basin. Il vient ainsi de céder à BeMAX, pour 10 M\$ australiens (5,5 M€) ses intérêts dans une joint venture commune : BIP qui devait développer le gisement de Pooncarrie. SoG reste cependant un acteur important dans le district, il détient en effet 50 % de Murray Basin titanium project dont l'exploitation de Wemen a produit sur l'année fiscale 2002 (close à fin juin) : 30 567 t d'ilménite, 16 804 t de rutile, 3 713 t de zircon.

(*Mining journal* : 06/12/2002)

Du nouveau sur les projets d'Afrique orientale et australe

Les projets sables de plage annoncés en Afrique australe et orientale dans le sillage du développement des traitements d'ilménite par voie de chloration font toujours autant l'objet d'annonces. Au Kenya, le projet du canadien Tiomin a eu le feu vert de la Commission des mines et de la prospection en date du 10 décembre. Le permis d'exploitation devrait être délivré dans les 3 mois. Ce projet était bloqué depuis près de 14 ans par des plaintes portant notamment sur l'impact environnemental. Au Mozambique, le projet de Corridor Sands détenu par le sud-africain Southern Mining Corp Ltd (SMC) va être cédé à l'australien WMC Resources Ltd récemment issue de l'éclatement de la société WMC Ltd. Le projet Corridor Sands regroupe 10 gisements dans la province de Gaza. Le premier d'entre eux expertisé par WMC contient des réserves de 807 Mt de sables à 4,65 % d'ilménite ; des ressources complémentaires de 1 765 Mt à 4,14 % ilménite et 908 Mt à 3,8 % ilménite existeraient dans deux autres

blocs. Le rachat des 90 % détenus par SMC se ferait pour un montant de 87,6 M\$US dont 62,5 M en actions et 25 M en cash.

(Africa Mining Intelligence n° 51 : 11-31/12/2002 ; Dépêche AFP : 16/12/2002 ; Mining Journal : 06/12/2002)

URANIUM

Le canadien Cameco se renforce dans l'aval de la filière nucléaire

British Energy plc confrontée à de graves difficultés financières négocie la cession de ses actifs nord-américains. Cameco est particulièrement intéressé par Bruce Power Partnership, qui possède une centrale nucléaire située dans l'Ontario. Le canadien, déjà partenaire du britannique, dispose d'un droit de premier refus sur les 82 % détenus par BE. Cette transaction, si elle se réalise, confortera la diversification de Cameco vers l'aval de la filière nucléaire.

(Mining Journal : 22/11/2002 et 06/12/2002)

4. DIAMANT ET MÉTAUX PRÉCIEUX

DIAMANT

Expansion à la mine de diamants australienne d'Ellendale

Début décembre, Kimberley Diamond a vendu son 4^e lot de diamants en provenance du pipe n° 9 du gisement d'Ellendale : 7 790 carats vendus au prix moyen de 155 \$/carat à une compagnie de négoce basée à Antwerp. Le gisement de diamants d'Ellendale, située dans la région de Kimberley (140 km à l'est de la ville de Derby), en Australie occidentale, pour-tant inauguré en septembre dernier (cf. Ecomine), est déjà l'objet d'un projet d'expansion. Cette montée en puissance rapide est logique en regard d'un triple facteur positif :

une équipe de direction technique dynamique qui maintient la pression, l'existence d'un deuxième pipe économique de lamproïtes diamantifères voisin du premier (à 15 km), un enrichissement de sub-surface exceptionnellement favorable.

Le gisement correspond à un champ d'une centaine d'intrusions de lamproïte diamantifère, dont deux seulement ont des caractéristiques économiques : les pipes n° 9, 1^{er} mis en production cette année, au rythme de 0,7 Mt/an de minerai extrait (phase 1), et n° 4, dont la mise en production au rythme de 2,2 Mt/an de minerai extrait constitue l'expansion projetée (phase 2A). Les ressources du pipe n° 4 seraient de 2,04 Mcts, représentant 155 M\$ en valeur et exploitables sur 10 ans. Une fois les phases 1 et 2A en production, le coût opératoire moyen serait de 34,1 \$/carat, pour une valeur moyenne du carat de 76 \$. La prévision de production à Ellendale est la suivante :

- 176 000 carats en 2003, 1^{er} année de pleine production, dont 70 000 cts du pipe n° 9 et 106 000 cts du pipe n° 4 ;
- 390 000 cts en 2004, dont 55 000 cts du pipe n° 9 et 335 000 cts du pipe n° 4 ;
- environ 300 000 cts/an dans la période 2005-2008,
- activité s'étendant jusqu'à 2012.

(Mining Journal : 06/12/2002)

ARGENT

La mise en production du gisement de Dukat doublera la production russe

En Russie, la mise en production prochaine du gisement d'argent de Dukat, dans la région de Magadan

(est du pays), devrait doubler la production nationale en 2003 et hisser le pays parmi les dix premiers producteurs mondiaux. Le gisement est détenu par le russe Polimetall (80 %) et par le canadien Pan American Silver (20 %) qui ont investi l'équivalent de 40 - 50 M\$ pour pouvoir produire 600 t/an d'argent, en faisant la 5^e source mondiale. La production russe devrait donc passer de 500 t/an à 1 100 t/an dès 2003.

La totalité du métal produit à Dukat étant destinée à l'exportation, l'impact sur le marché est pesé par les professionnels. Globalement, le marché actuel de l'argent est qualifié de morose malgré son lien structurel avec le marché de l'or qui se porte plutôt bien (cf. article suivant) et malgré le renforcement attendu de la demande intérieure chinoise (cf. Ecomine de septembre), de l'ordre de 350 t supplémentaires vers 2003-2004, qui devrait tarir l'excédent exportable en égalant son niveau de production (environ 1 500 t/an). Début décembre, le cours résistait sur le seuil des 4,40 - 4,45 \$/once, chiffre atteint avant le rally de cet été pendant lequel il avait plafonné à 5,10 \$/once.

(La Tribune : 05/12/2002 ; Les Echos : 09/12/2002 ; Metal Bulletin : 21/11/2002)

OR

Petite reprise de la demande d'or au 3^e trimestre,... et effervescence actuellement

D'après le World Gold Council, la demande d'or au 3^e trimestre s'est un peu reprise par rapport au trimestre précédent, à 779,8 t, mais elle est en net retrait de 7,5 % par rapport à la demande du 3^e trimestre 2001 (842,8 t). Sur une comparaison des bilans à un an d'intervalle, tableau ci-dessous, on remarque que ce retrait

Demande d'or en tonnes du 3e trimestre	3e trim. 2001	part du total %	3e trim. 2002	part du total %	évolution 2001-2002	
					en masse	en %
bijouterie	638.3	75.7	610.9	78.3	-27.4	-4.3
investissement	123.1	14.6	83.2	10.7	-39.9	-32.4
industrie	64.2	7.6	68.6	8.8	4.4	6.9
dentisterie	17.2	2.0	17.2	2.2	0.0	0.0
total	842.8	100.0	779.9	100.0	-62.9	-7.5

est dû à une désaffection dans la bijouterie (principalement en Inde, consommateur mondial n° 1) et de la part des investisseurs privés (notamment des japonais, très demandeurs l'an dernier), malgré une légère progression de la demande industrielle.

Demande d'or (en tonnes) dans le monde au 3^e trimestre 2002, comparée à la situation 2001 (source : World Gold Council).

Mais le 4^e trimestre risque d'être différent puisque l'or, poussé par les investisseurs depuis le début du mois en réaction aux tensions internationales, a atteint 342,5 \$/once le 17 décembre et 354,6 \$/once le 20 décembre. Néanmoins, son proche avenir reste soumis à la bonne volonté de la plupart des banques centrales (32 800 t d'or au total) dont l'objectif de déstocker en douceur (exception faite de celle du Royaume-Uni) a débouché sur l'accord de Washington de 1999 qui a bloqué la situation jusqu'en 2004. Le problème revenant régulièrement dans les médias, la dernière réaffirmation d'une vente partielle du stock d'or vient de la banque centrale allemande qui est le thésauriseur mondial n° 2.

(La Tribune : 22/11/2002 et 02-06/12/2002 ; Les Echos : 25/11/2002 et 10-18-20/12/2002 ; Metal Bulletin : 25/11/2002 ; Platt's Metals Week : 02/12/2002)

Feu vert au lancement du projet or australien de Telfer

Le comité directeur de Newcrest Mining vient de décider le lancement du projet or révisé de Telfer, dont l'investissement est estimé à 671 M\$ (1 200 M\$ australiens). Le gisement géant est situé dans la partie nord de l'Australie occidentale. En fait, Newcrest a arrêté la production à Telfer il y a deux ans, suite au constat d'une marge médiocre entre les cours de l'époque et les coûts opératoires, et décidé de reprendre le sujet sur la base d'une révision complète des ressources. Calculées avec une once d'or à 280 \$ et une tonne de cuivre à 1 603 \$, les dernières ressources officielles du gisement sont données dans le tableau suivant.

Le projet d'exploitation, dont la durée de vie doit s'étendre sur 25 ans, comprend une production en mine à ciel ouvert et une production en mine

Estimation des ressources à Telfer	tonnage minerais Mt	teneur or g/t	tonnes d'or	teneur cuivre %	kilotonnes de cuivre
(1) ressources mesurées	170	1.3	221	0.17	289
(2) ressources indiquées	250	1.9	475	0.20	500
total (1) + (2)	420	1.7	696	0.19	789
métal récupéré sur 25 ans cf Newcrest			572		640
(3) ressources inférées	110	1.2	132	0.15	165
total (1) + (2) + (3)	950	0.9	828	0.10	954

souterraine. La 1^{ère} année de production est basée sur :

- l'extraction à ciel ouvert de 17,6 Mt de minerai à 1,6 g/t d'or (coût opératoire de 129 \$/once) et 0,42 % de cuivre, soit 28,2t d'or et 74 kt de cuivre ;
- l'extraction souterraine de 0,4 Mt de minerai à 2,90 - 3,13 g/t d'or et 0,52 - 0,63 % de cuivre, soit 1,2t d'or et 2,3 kt de cuivre.

Le plan prévisionnel prévoit une forte montée en puissance de la mine souterraine les années 3 et 4. Sur les dix premières années de production, le tonnage moyen de minerai extrait (open pit et mine souterraine) sera de 17,5 Mt/an et le coût opératoire moyen de l'or de 248 \$/once.

(Mining Journal : 22/11/2002)

Scénario de retrait du gisement d'or malien de Sadiola pour Anglo Gold

Alors que le succès de l'exploitation d'or de Sadiola vient alimenter les comptes du Mali, d'Anglo Gold (filiale

elle pourrait être reprise par West Africa Mining qui est la compagnie australienne de services miniers contractée pour Sadiola.

(Africa Mining Intelligence : 27/11/2002)

De bons résultats sur le projet or burkinabé de Bouroum

La compagnie britannique Axmin, détentrice de 65 % des droits sur le projet or de Bouroum, situé au Burkina Faso, vient de publier des résultats encourageants suite à une campagne de sondages d'évaluation effectuée sur le gisement (sondages destructifs RC et sondages carottés ; métrages non cités). C'est High River Gold Mines, déjà propriétaire du projet or voisin de Taparko, qui détient la part restante du projet Bouroum. Au terme de cette campagne qui s'est avérée positive, le consultant chargé de l'évaluation des ressources va intégrer ces nouveaux résultats. En l'état, une dizaine d'intersections ont retenu l'attention, dont quatre plus en particulier :

Sondage	profondeur tête (m)	traversée (m)	teneur (g/t)
FB224	50	20	11,95
FB244	20	10	10,66
FB245	12	18	8,62
DDH10	30	16	7,01

d'Anglo American) et de lamgold (cf. Ecomine de novembre), le rapprochement de l'épuisement programmé des réserves à 131 \$/once (coût opératoire), soit dans quelques années, a nécessité de revoir la viabilité de l'exploitation du gisement sulfuré sous-jacent à coût opératoire nettement plus élevé. L'opérateur Anglo Gold (38 %) semble avoir déjà mis en place un scénario de retrait éventuel : soit sa part est rachetée par son partenaire lamgold (également 38 %), soit

(Mining Journal : 13/12/2002)

PALLADIUM – PLATINE et autres PGM

Lonmin maintient ses objectifs de développement, Anglo Platinum non

Le britannique Lonmin a affirmé qu'il était dans le tempo du développement de sa production annoncé en novembre 2001, soit un objectif de

870 000 oz/an de platine raffiné. Dans l'année fiscale écoulée (à fin septembre 2002), sa production de platine s'est élevée à 757 451 oz (23 559 kg), soit une hausse de 6 % sur l'année précédente, alors que sa production de PGM combinée s'est élevée à 1,5 Moz (46 655 kg), en hausse de 8 %. Mais l'effondrement du prix du palladium (- 27 %) a pesé sur les revenus, en baisse de 32 %. Un élément clé du dispositif mis en place est le nouveau four dont l'excédent de capacité sera utilisé pour fondre des PGM de 2e fusion (production secondaire), qui contribueront pour 100 000 oz à la fin de la présente année fiscale. Par ailleurs, Lonmin a déclaré avoir renoncé à son projet australien de Munni Munni, estimé sub-économique, tandis qu'il reste confiant sur l'évaluation de son autre projet australien de Panton Sill.

A *contrario*, le groupe sud-africain Anglo Platinum a dû revoir à la baisse ses objectifs de production 2003-2004 de PGM tout en maintenant à 3,5 Moz (108 860 kg) l'objectif 2006, mais avec la nécessité d'augmenter de 25 % l'investissement prévu pour remplir cet objectif. En 2003, le groupe devrait produire 2,4 Moz (74 647 kg) de PGM, soit 200 000 oz de moins que prévu, et en 2004, 2,5 Moz (77 758 kg), soit 300 000 oz sous l'objectif. Divers problèmes techniques et des retards dans l'obtention de permis sur les projets Amandelbault, Lebowa et Union l'ont obligé à revoir son précédent scénario annoncé en mai 2000.

(*Mining Journal* : 29/11/2002 ;
Platt's Metals Week : 02/12/2002)

5. MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Ciment : l'allemand Dickeroff est repris par l'italien Buzzi Unicem

Le groupe Buzzi Unicem profite de la crise sur le marché allemand de la construction pour prendre le contrôle du n° 2 allemand, la société Dickeroff, aux prises à des difficultés financiè-

res. Déjà actionnaire de l'allemand à hauteur de 34 %, l'italien a racheté 9,7 % à la famille fondatrice et détient une option sur 22,4 % supplémentaire. Le nouveau groupe ainsi formé aura un chiffre d'affaires de 3 milliards d'€ pour une capacité de production de 40 Mt de ciment.

(*Les Echos* : 21/11/2002)

Hanson, CSR et Holcim se regroupent dans le ciment en Australie

Le groupe britannique Hanson et le suisse Holcim, en association avec le conglomerat australien CSR vont fusionner leurs activités dans le ciment en Australie. Le regroupement concerne les sociétés Australian Cement Holdings appartenant à Hanson et CSR et Queensland Cement Ltd, filiale locale d'Holcim. La nouvelle entité sera détenue à 50 % par Holcim et 25 % par chacun des deux autres partenaires, elle disposera d'une capacité de production de 3 Mt de ciment. Dans la transaction, Hanson et CSR récupéreront les activités bétons et granulats de Queensland Cement.

(*Financial Times* : 27/11/2002 ;
La Tribune : 27/11/2002 ;
Les Echos : 26/11/2002)

Investigations de la Commission sur un cartel du ciment en Allemagne

Les services de la concurrence de l'UE enquêtent sur une éventuelle entente entre cimentiers sur le marché allemand. Celle-ci concernerait les prix et les volumes. En ligne de mire le n° 1 allemand et n° 4 mondial : Heidelberg Cement. Outre Dyckerhoff, les majors mondiaux pourraient aussi être impliqués selon le FT.

(*Financial Times* : 04/12/2002)

Amende record pour Lafarge dans le cadre du « cartel du plâtre »

Lafarge était accusé d'entente illicite avec British Plasterboard (BPB), Gebrüder Knauf et Gyproc sur le prix des plaques de plâtre dans cinq pays de l'UE : le Benelux, le Royaume-Uni et l'Allemagne entre 1992 et 1997. Les services de la concurrence de l'UE dirigés par l'italien Mario Monti ont voulu

infliger une amende exemplaire : 478 M€ aux quatre contrevenants, mais en pénalisant le plus fortement Lafarge, à hauteur de 249,6 M€. La décision a été argumentée par la durée du cartel mais aussi par l'accusation de récidive concernant BPB et Lafarge, ce dernier s'étant notamment vu infliger une amende en 1994 dans le cadre du cartel des ciments. Le groupe français conteste une sanction « arbitraire et sans fondement économique » dont il va faire appel auprès du tribunal de première instance de Luxembourg (TPI). Son précédent appel dans le cadre du cartel du ciment avait déjà été entendu puisque l'amende avait été ramenée en mars 2000 de 23,9 à 14,25 M€. L'argumentation de Lafarge repose notamment sur le périmètre géographique sur lequel la Commission base son accusation mais aussi sur l'évolution des prix durant la période concernée puisqu'en 1998 ils étaient inférieurs à ceux pratiqués en 1990. Pour Lafarge, le montant actuel de l'amende représenterait jusqu'à 13 % du résultat avant impôt anticipé en 2002. Après une passe difficile, la branche plâtre de Lafarge est actuellement en voie de redressement. Sur les 9 premiers mois de l'année, elle affiche une hausse de 8,9 % de son CA, à 878 M€, ce qui représente 8 % de l'activité totale du groupe.

(*La Tribune* : 22-27/11/2002 ;
Le Figaro : 22/11/2002 ;
Le Monde : 22/11/2002 ;
Les Echos : 21-27/11/2002)

Saint-Gobain Sékurit étend son accord avec le japonais Central Glass

Suite à l'alliance marketing établie avec succès en avril 2002, dans le vitrage automobile entre Saint-Gobain Sékurit et Central Glass, les deux sociétés renforcent leur partenariat sous la forme d'une société commune, basée au Japon. La nouvelle entité nommée Central Saint-Gobain sera basée au Japon et détenue à hauteur de 35 % par Saint-Gobain Sékurit. Elle aura pour vocation d'accroître la présence commerciale des deux groupes auprès des constructeurs automobiles nippons à travers le monde.

(*Communiqué Saint-Gobain* :
18/12/2002)

Granulats marins : l'exploration s'intensifie

Alors que deux groupements, en Manche, exploitent ou instruisent un dossier d'exploitation, un troisième, le groupement d'intérêt économique Manche Est dispose d'un permis de recherche exclusif de «sables et graviers silico-carbonatés marins» sur une zone de 457 km² au large du département de Seine Maritime. Cette activité marque un transfert progressif de l'activité extractive de granulat depuis les ressources terrestres vers les ressources marines. Dans un contexte d'accès toujours plus difficile aux sources d'approvisionnement, les professionnels s'orientent maintenant vers les ressources marines en alternative aux ressources terrestres en «roche dure». Le GIE Graves de mer (groupe Vinci) extrait ainsi au large de Dieppe 300 000 t par an de granulats, à raison de 10 semaines d'activité par an.

(Mines et Carrières : novembre 2002)

6. EAUX MINÉRALES

Renforcement de la réglementation européenne sur les eaux naturelles

Le comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale de l'UE a adopté une proposition de la Commission visant à durcir la réglementation sur les eaux minérales naturelles. Il s'agit notamment de fixer des teneurs limites pour des substances d'origine naturelle qui peuvent présenter des risques à long terme pour la santé. L'étiquetage devra ainsi être complété, notamment pour les eaux riches en fluor (> 1,5 mg/l) qui « ne conviennent pas pour l'alimentation des bébés et des jeunes enfants ». La nouvelle réglementation n'entrera en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2004, et les producteurs bénéficieront de délais pour sa mise en application.

(Les Echos : 13/12/2002)

Danone a repris les eaux de Saint-Diéry (63)

Danone a racheté au cours de l'été la Société des Eaux Minérales de

Renlaigues qui commercialise l'eau minérale de Saint-Diéry dans le Puy de Dôme. Le volume commercialisé sous cette marque et sous marques de distributeurs est de 20 M de litres par an.

(Boissons de France n° 475 : novembre 2002)

L'eau en Espagne

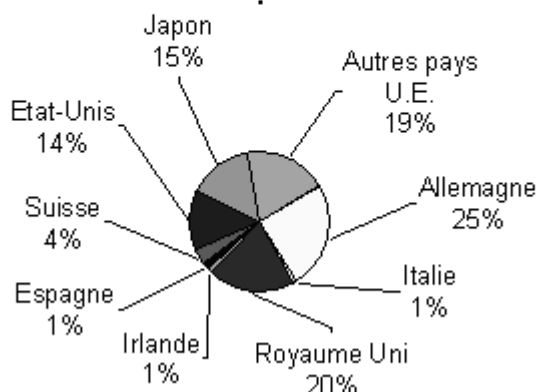
D'une enquête réalisée par Taylor Nelson Sofres, il ressort que 3 ménages espagnols sur 4 préfèrent l'eau minérale à celle du robinet. La consommation moyenne par habitant place les espagnols en 4^{ème} position en Europe avec 120,5 l/an et par habitant. Le marché est en progression régulière avec des ventes en 2001 en progression de 10 % pour un montant de 248,4 M€. Cette croissance est deux fois plus forte dans le domaine

Progression contrastée des exportations françaises

Les exportations françaises d'eau de source ont cru en volume de 7,2 % au niveau mondial. Cette progression est cependant limitée en valeur à 1,69 % pour un total de 463,06 M€ sur les 8 premiers mois de 2002. Les plus fortes baisses de volume ont été observées aux États-Unis (- 12,5 %) ainsi que vers la Suède (- 81,6 %), le Danemark (- 26,4 %) et la Grèce (- 86,2 %). Ces baisses ont été compensées par des progressions à deux chiffres dans de nombreux pays de l'UE, en particulier l'Espagne (+ 41,9 %) et le Portugal (+ 39,8 %) et dans une moindre mesure en Allemagne, Pays Bas et Autriche.

(Veille Internationale, Boissons n° 11 : novembre 2002)

exportations françaises d'eau de source en
valeur sur les 8 premier mois de 2002 par
destination



hôtelier que dans le commerce alimentaire de détail. Danone est le leader du secteur avec notamment la marque Font Vella (13 % des eaux plates), le n° 2 est espagnol : Vichy-Catalan dont la marque phare représente 34 % des eaux gazeuses. Les acteurs majeurs du secteur au niveau mondial sont également représentés, Coca Cola sous la marque Bonaqua et Pepsi avec son eau purifiée Aquafina. Les autres groupes présents sont Eycam Perrier pour Nestlé Waters et le groupe agro-alimentaire espagnol Pascual.

(Veille Internationale, Boissons n° 10 : octobre 2002 et n° 11 : novembre 2002)

7. NÉGOCE ET RECYCLAGE

Mise en décharge : forte augmentation des taxes au Royaume-Uni

Le montant de la taxe sur la mise en décharge devrait passer, au Royaume-Uni, de 13 £ la tonne actuellement à 35 £ d'ici 10 ans. La hausse, graduelle, devrait être de l'ordre de 3 £ la tonne par année fiscale. Les professionnels du recyclage s'inquiètent de l'effet pénalisant de tels tarifs sur l'activité des démolis-

seurs VHU ou des spécialistes du broyage et demandent en conséquence des exemptions.

(Recyclage Récupération Magazine n° 45 : 06/12/2002)

Contribution pour les emballages : forte baisse programmée en Autriche

La société agréée autrichienne ARA va baisser, en 2003, pour la deuxième année consécutive, le montant des contributions demandées aux sociétés mettant sur le marché des produits emballés. Cette contribution, appelée le « point vert », variable suivant les emballages, est passée, en moyenne, de 291 € en 1996 à 189 € en 2002 et atteindra 170 € par tonne

Amiante dans les véhicules d'occasion : publication du décret

Alors que l'amiante dans les pièces détachées est interdite par la loi depuis le 1er janvier 1997, la mise en place du décret concernant les véhicules d'occasion immatriculés avant 1997 attendait toujours sa version définitive. Le ministère des transports annonce la publication imminente de ce décret pour une entrée en application au 1er janvier 2003. Son contenu satisfait les professionnels, réunis dans le Conseil National des Professions de l'Automobile, qui craignaient une déstabilisation du marché de l'occasion. Le décret prévoit notamment que tout véhicule d'occa-

à travers le monde. Partie des États-Unis, où la législation permet aux plaignants d'entamer une procédure du simple fait d'une exposition à l'amiante, alors qu'à peine 3 à 5 % d'entre eux ont développé une pathologie, les procédures s'étendent à travers le monde. Dernier en date, le groupe minier Gencor fait l'objet de plaintes en République Sud Africaine. La liste des sociétés confrontées aux plaintes aux États-Unis ne cesse de s'allonger : le groupe de réfractaires autrichien RHI à travers ses filiales américaines Narco (North American Refractories) et ANH placées sous la protection du chapitre 11 sur les faillites, mais aussi la société Honeywell International Inc. à laquelle appartenait ces sociétés avant 1986 ; le groupe énergétique et d'ingénierie américain Halliburton qui négocie actuellement un accord destiné à mettre fin « à toutes les procédures passées présentes et futures » pour un montant de 2,775 milliards de dollars US ; le groupe allemand Fresenius Medical Care (FMC) qui serait sur le point de conclure un accord à l'amiable pour le risque encourus aux États-Unis et bien sûr Saint-Gobain qui provisionne dans l'éventualité d'un dépassement de la couverture des assurances (cf. Ecomine novembre 2002). Pour ce qui concerne Alstom, il semble que le risque encouru relève en totalité des anciennes filiales d'ABB et sera donc assumé par ce dernier.

	Tarifs 2002 en €/kg hors TVA	Tarifs 2003 en €/kg hors TVA
Emballages de ventes en papier carton	0,150	0,130
Emballages de transport en papier carton	0,063	0,055
Verre à suage unique	0,085	0,083
céramique	0,290	0,290
Acier (capacité < 3l)	0,360	0,350
Acier (capacité > 3l)	0,180	0,180
Aluminium	0,430	0,430
Petits emballages en plastique	0,810	0,700
Grands emballages en plastique	0,400	0,380

Tarifs du point vert en Autriche

d'emballages en 2003.

Une telle mesure est rendue possible grâce à la signature de nouveaux contrats de collecte et de tri et à l'abaissement des coûts dans certaines filières de traitement. Au final, les tarifs restent globalement plus élevés qu'en France dont certains tarifs sont présentés ci-après à titre indicatif.

(Recyclage Récupération Magazine n° 41 : 08/11/2002)

sion pourra faire l'objet d'une transaction dans la mesure où les plaquettes de frein à disque ne contiennent pas d'amiante.

(La Tribune : 06/12/2002 ; Les Echos : 06/12/2002)

Le risque amiante : une difficulté majeure qui sème la terreur

De plus en plus d'entreprises se trouvent confrontées au risque amiante

Face à l'incertitude concernant ces dossiers, les investisseurs font preuve de comportements épidermiques qui ajoutent encore à la volatilité observée sur les marchés boursiers. Parmi ces incertitudes, les conséquences à venir concernant ce risque en Europe et plus particulièrement en France mériteraient de faire l'objet d'une évaluation.

(Financial Times : 20/11/2002 ; Industrial Minerals : décembre 2002 ; La Tribune : 15/11/2002 et 02-19/12/200)

Plaidoyer des producteurs de granulats en faveur du recyclage

D'après l'Union européenne des Producteurs de Granulats, les granulats d'origine secondaire représentent

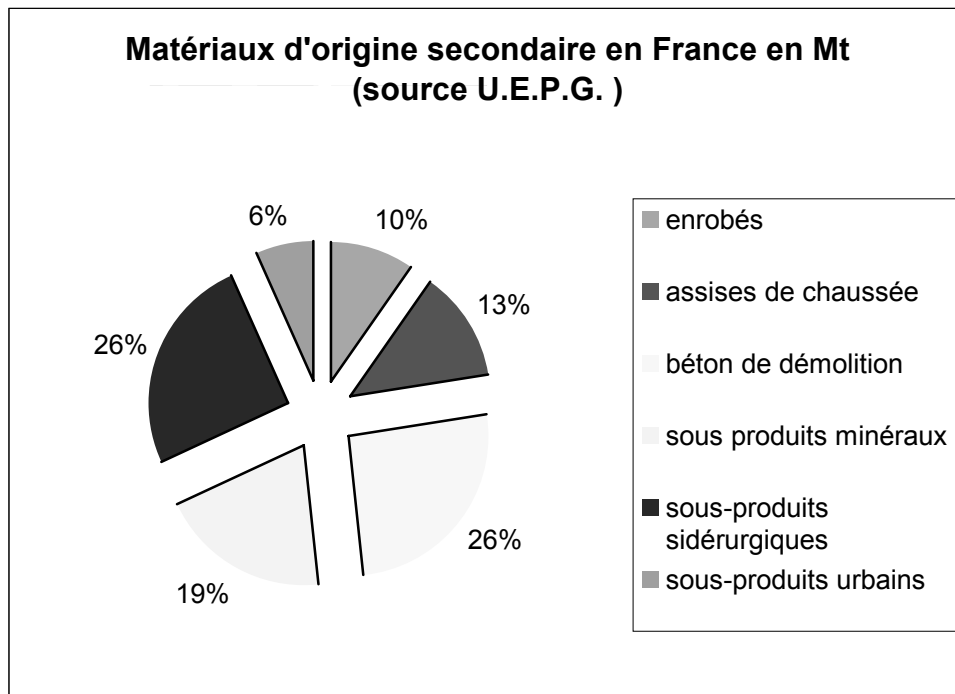
	Tarifs du point vert en France en €/kg hors TVA
acier	0,0206
aluminium	0,0412
papier-carton	0,111
plastique	0,1617
verre	0,0033

en France des tonnages de 29 Mt. Si ces tonnages restent faibles par rapport à la production de matériaux « primaires » dont la production est évaluée par l'UNPG à 419 Mt (dont 180,570 Mt de granulats alluvionnaires en 2000), ils constituent dans le

contexte réglementaire actuel un sujet d'actualité. D'une part en raison de l'échéance de juillet 2002 sur la mise en décharge, mais aussi, pour des raisons commerciales, en raison de l'harmonisation nécessaire des normalisations qui devrait faciliter les

échanges intraeuropéens et pour lequel militent les associations professionnelles.

(Mines et Carrières : novembre 2002)



QUESTIONS MULTILATÉRALES

ACIER

Chapitre 201 ; le gouvernement américain incite à plus de réflexion

Plus de 2 500 demandes (pour 771 acceptations) avaient été formulées en août 2002. Pour la nouvelle échéance de décembre le Département du commerce rappelle que la règle essentielle est de savoir si l'industrie américaine est capable ou non de fabriquer en quantité commerciale les produits incriminés. Il précise que les exclusions arrêtées précédemment seront maintenues et que l'examen des nouvelles demandes sera finalisé en mars 2003.

(*American Metal Market* : 25/11/2002 ; *Metal Bulletin* : 28/11/2002)

ALLIAGES

États-Unis et dispositions antidumping sur le ferro-vanadium ; taxation sur mesure !

Des taxes anti-dumping de 116 % sont attendues pour la fin décembre contre les produits des sociétés sud-africaines Xstrata et Highveld (actuellement de 37 à 45 %) alors que celles du chinois Panzhihua Iron & Steel (Pangang) baisseraient de 73,29 % à 13,03 % et celles de la Chine en général de 78,52 % à 66,71.

(*Metal Bulletin* : 28/11/2002 ; *Platts Metals Weeks* : 25/11/2002)

L'OMC demande aux USA de recalculer leur taxes sur des produits européens

L'OMC considère que les USA ne peuvent continuer à imposer de telles taxes sans vérifier si cette mesure est toujours justifiée. De nombreux cas de produits sanctionnés pour des entreprises qui ont été privatisées après la prise de décision sont à réexaminer, les subsides étatiques

étant implicitement supposés avoir cessé.

(*Metal Bulletin* : 12/12/2002)

Les 10 nouveaux pays de l'Union européenne devront adapter leur sidérurgie

L'entrée dans l'UE, avec la fin des aides étatiques et les privatisations va considérablement modifier le paysage de l'industrie sidérurgique de ces nouveaux arrivants.

Alors que l'Europe des 15 comptait déjà 30 000 t d'excédent d'acier, les prévisions de production des quatre plus grands producteurs de l'Europe de l'Est : Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie, pour 2004 devront être revues à la baisse. Des restructurations douloureuses sont à attendre pour les 150 000 personnes travaillant dans le secteur sidérurgique (jugé inefficace) de ces nouveaux arrivants qui produisent moins de 30 000 t/an. L'industrie de l'Europe des 15 qui emploie 250 000 personnes produisait déjà 160 000 t/an.

(*Platts Metal Weeks* : 25/11/2002)

FERRAILLES

L'Ukraine impose une taxe de 30 €/t sur les exportations de ferrailles

Les députés espèrent ainsi favoriser les aciéristes nationaux, mais la baisse ainsi provoquée des exportations vers les marchés traditionnels de Turquie, Grèce, Italie et Afrique du Nord devrait provoquer de sérieux remous. L'Ukraine avait exporté 1,8 Mt de ferrailles durant le premier semestre 2002 et alimentait pour 20 % les aciéries turques. Cette mesure ne devrait pas faciliter les négociations pour l'accession de l'Ukraine à l'OMC et pourrait même envenimer les relations avec le FMI. C'est pourquoi le gouvernement pourrait adoucir la mesure en acceptant de

pratiquer un rabais de 20 % sur les exportations.

(*Metal Bulletin* : 05/12/2002)

Le Brésil revisite son règlement d'importation

Suite à la baisse importante des importations de ces derniers mois dans le secteur de l'acier (37,6 % en volume), le gouvernement vient de décider d'annuler son système de contrôle sur de nombreux produits. Selon le secrétariat au commerce extérieur il pourrait ne rester que 10 produits soumis à contrôle sur les 200 initialement inscrits. Ces mesures prises pour contrer le risque de report vers le Brésil des importations initialement dirigées vers les USA suite à l'application du chapitre 201 nécessitaient deux mois de procédures de contrôle. Les procédures d'importations ont retrouvé leur durée de 10 jours. La baisse enregistrée est surtout due à la dévaluation du Real face au Dollar qui a agi comme frein naturel aux importations.

(*Metal Bulletin* : 05/12/2002)

MÉTAUX DE BASE

Une baisse annoncée des taxes chinoises redresse le marché de l'alumine

La Chine a annoncé une baisse de 2 à 10 % des taxes d'importations sur l'alumine importée après le premier janvier 2003. Les traders ont anticipé les mesures et se montrent actifs sur le marché spot et sur les contrats à long terme. Ils prévoient une légère augmentation de 10 \$ des prix à 150 - 160 \$/t FOB pour l'Australie, 135 - 145 \$/t pour les Caraïbes. La production des centres de production d'alumine (Australie, Brésil et Jamaïque) demeure toutefois stable.

(*Metal Bulletin* : 25/11/2002)

MÉTAUX SPECIAUX

Une saisie record d'antimoine de contrebande provoque une hausse du marché

De 4 000 à 6 000 t d'antimoine supposées en voie d'expédition vers

le Vietnam ont été saisies à Nanning. Comme ces volumes non négligeables feront défaut aux marchés, les prix sont en conséquence brusquement passés à 3 000 \$/t CIF.

Certains observateurs estiment que 40 % de la production chinoise

est encore vendue en fraude par les filières de Hong Kong et du Vietnam.

(Metal Bulletin : 05/12/2002)

LES ÉTATS

AFRIQUE DU SUD

Finalisation du projet de raffinerie d'aluminium sur la ZI de Coega avec Péchiney

Le gouvernement sud-africain attend la décision finale de Péchiney pour fin janvier 2003. L'investissement de 1,6 milliards de \$ serait pris en charge à 50 % par Péchiney, Batepro (société d'engineering Bateman) et des acteurs du BEE (Black Economic Empowerment), 25 % par IDC, l'organisme d'état chargé du contrôle des investissements et Eskom la compagnie nationale d'électricité, les 25 % restants se répartissant entre divers investisseurs privés.

(*Business Day* : 09/12/2002)

Accord entre l'état et Anglo-American sur le développement des gisements de fer

L'accord engage Anglo à coopérer avec le gouvernement pour une optimisation de l'exploitation des gisements de fer et des infrastructures attachées. Il assure surtout, après les récentes rumeurs de prise de contrôle sur Anglovaal et Kumba, que la part des intérêts sud africains dans les joint-ventures restera majoritaire. Kumba assure d'autre part que ses récents investissements pour accroître l'exploitation de la mine de Sishen sont en phase avec l'esprit de ses accords.

(*Business Report* : 18-19/12/2002)

AUSTRALIE

L'or passe aux mains des compagnies étrangères ; la production stagne

Avec le passage du dernier major aurifère australien, AurionGold, aux mains du Canadien Placer Dome (qui devient ainsi le cinquième producteur

mondial), l'Australie constate qu'en l'espace de deux ans, 40 % de son industrie aurifère sont passés aux mains de compagnies étrangères. Celles-ci détiennent désormais 70 % de l'or australien (nord américaines : 48 %, sud africaines : 20 %, européennes 2 %. Une seule des dix premières mines d'or australienne, Newcrest's Cadia Hill (10 t/an avec encore 150 t de réserves) est encore détenue par des intérêts australiens.

La stagnation de la production australienne semble avoir touché le fond, mais les analystes ne croient pas à une reprise significative sur le court terme du fait d'un fort déficit des niveaux d'exploration stratégique durant ces dernières années

(*Platts Metals Week* : 09/12/2002)

CANADA

Rush sur les émeraudes

Après la ruée récente sur le diamant, le Canada va-t-il vivre une ruée sur les émeraudes ? La découverte en 1998 dans le district de Finlayson (Yukon), des premiers indices par la junior Expatriate Resources s'était concrétisée en 1999 par la découverte de pierres de qualité. Expatriate avait signé en 2001 une JV avec True North Gems Inc. sur 90 permis sur la « Regal ridge ». Elle vient de signer un contrat avec YK Group pour explorer ses 3 029 permis dans le district de Finlayson. En dépensant 500 000 \$, YK obtiendra 60 % des droits dans la JV, et TeckCominco, Glacier Gems, Arcturus, Atna, Pacific Ridge ont également pris des permis sur le district. Plusieurs autres compagnies devraient entrer dans la compétition en 2003, la qualité des premières pierres ayant été jugée très bonne.

(*Expatriate Resources News Release* : 03/12/2002 ; *Reuters* : 01/12/2002)

CHINE

Ouverture progressive des marchés aux investisseurs étrangers

Alors qu'un nouveau texte entré en vigueur le premier décembre permet désormais aux étrangers d'investir dans les entreprises d'état, une autre décision concernant les entreprises privées chinoises est imminente. Bien entendu ces ouvertures sont encore strictement ciblées (totalement ouvert aux secteurs de haute technologie où un savoir-faire est attendu, plafonnés dans d'autres, interdits dans la communication) ou encadrées (respect des orientations gouvernementales). Pour éviter les allers et retours des spéculateurs, les investisseurs auront des contraintes de durée (de 1 à 3 ans selon les secteurs) ou de seuils. Plus que ces freins imposés, ce sont pour le moment le manque de transparence des comptes des firmes d'état cotées ou la fraude au sens large des entreprises privées (piratage du savoir-faire, corruption, évasion fiscale) qui ralentira les ardeurs des investisseurs.

(*Les Echos* : 02/12/2002)

GABON

CVRD en prospection pour le manganèse hors du Brésil

Le géant brésilien, premier producteur mondial de fer et troisième pour le manganèse (1,54 Mt en 2001) va envoyer une équipe de géologues pour examiner les possibilités de développement de nouvelles exploitations de manganèse dans le pays. La Comilog (51,6 % Eramet), exploite à Moanda la deuxième mine mondiale (1,79 Mt en 2001).

(*Africa Mining Intelligence* : 27/11/2002 au 10/12/2002)

GRÈCE

Le gisement d'or de Sappes en voie d'obtenir l'approbation environnementale

Alors qu'au cours d'un débat public, un vote non officiel des conseillers de la préfecture de Rodolphe se prononçait contre l'ouverture de la mine, le département environnement de la même préfecture a recommandé l'approbation de l'étude d'impact de ce projet, n'utilisant pas la cyanuration, moyennant quelques ajustements. Le dossier est désormais soumis à l'approbation du ministère de l'environnement alors que le gouvernement est réputé favorable à l'ouverture de cette mine (détenue par Greenwich Resources, GB) à potentiel notable (19 t d'or avec une teneur moyenne de 19,5 g/t sur le seul secteur de « viper »).

(*Mining Journal* : 29/11/2002)

GUINÉE

Le gouvernement signe un accord d'option avec Rio Tinto sur le gisement de Simandou

Un des plus gros gisements de fer d'Afrique encore inexploité, avec plus de 1 milliard de réserves à haute teneur (> 64 %), vient de réveiller l'intérêt de Rio Tinto, le n° 2 mondial du fer après CVRD. Le géant minier étudie avec le gouvernement et d'autres sociétés la faisabilité de la voie ferrée nécessaire à son exploitation. Un couplage avec celle nécessaire pour exploiter les Monts Nimba, situés à 100 km au SE, est à l'étude et permettrait de créer un chemin de fer trans-guinéen. Cette autre réserve géante située au point triple Guinée, Libéria, Côte d'Ivoire, et exploitée par le Libéria avant la guerre civile, est actuellement étudiée par BHP Billinton (n° 3 mondial pour le fer). L'accord signé, une fois validé par le parlement, attribuerait un permis d'exploitation de 50 ans à la JV Simfer SA.

(*AFX News* : 12/12/2002 ; *Mining Journal* : 13/12/2002)

INDE

Nouveau sabotage d'infrastructures minières par un groupe non identifié

Une des mines de bauxites d'Hindalco, le premier producteur d'aluminium du pays, dans le district de Jharkhand a dû être fermée après la destruction de matériel par un groupe armé. Cette attaque est la deuxième du genre cette année. Lors de la première, quatre mines avaient dû être fermées. Les autorités indiennes privilégient la piste d'un groupe extrémiste maoïste actif dans les états d'Orissa, Andhra Pradesh, Maharashtra et Jharkhand. L'incident n'a pas de répercussion sur l'activité d'Hindalco, la mine ne fournissant que 10 % de la production totale du groupe.

(*Hindustan Times* : 09/12/2002 ; *Metal Bulletin* : 10/12/2002)

MALI

Un exemple d'implication efficace de la Direction des mines dans la promotion minière

La Direction Nationale de la Géologie et des Mines s'apprête à publier les résultats des études menées dans le cadre de son programme de développement des ressources minières. Disposant d'un budget pour promouvoir des permis, elle mène régulièrement des études géochimiques ponctuelles. Anglo American, lamgold et Rand Gold, les majors qui opèrent les gisements majeurs de Sadiola Yatela et Morila, sont à l'affût de ces nouvelles zones d'intérêt tout comme la junior canadienne North Atlantic Nickel Corporation.

(*Africa Mining Intelligence* : 10/12/2002)

MOZAMBIQUE

WMC achète la plus grande réserve mondiale inexploitée de rutile

En achetant pour 87,5 M\$, au sud africain SMC, 100 % du projet "Corridor Sands" au Mozambique, la compagnie australienne WMC mets la main sur la plus grande réserve mon-

diale encore inexploitée. Les réserves sur les dix gisements constituant le projet sont situées près de Chibuto au sud du pays, représentent 16 milliards de tonnes de sable avec une teneur en minéraux lourds de 8 %. Le plus gros gisement, estimé à 2,7 milliards de tonnes contiendrait 100 Mt d'ilménite à 52 - 55 % TiO₂.

Déjà majoritaire dans le projet depuis 2000, WMC qui a conduit l'étude de faisabilité, annonce que le projet initial d'exploitation au rythme de 375 000 t/an de concentré (ilménite, rutile, zircon) est désormais porté à 1 Mt/an. Le projet a reçu l'approbation du gouvernement mozambicain.

(*WMC Limited News Release* : 09/12/2002)

NIGÉRIA

Promotion du potentiel minier

Alors que le gouvernement vient d'approuver la création de la nouvelle agence du Geological Survey of Nigeria et de la Bitumen Development authority, la ministres des Mines vient de contracter un cabinet de consultants pour uniformiser les droits miniers.

(*Africa Mining Intelligence* : 27/11/2002 au 10/12/2002)

UGANDA

Code minier en phase finale d'approbation

Après l'approbation du gouvernement en novembre, le projet de nouvelle loi minière devrait être présenté au Parlement fin décembre. La commission des ressources naturelles du parlement l'ayant déjà examiné, le vote final devrait intervenir sans difficulté d'autant plus qu'une importante aide financière de la Banque Mondiale (25 M\$) y est attachée pour mettre en place un programme de développement du secteur minier. Ce dernier prévoit de lancer une vaste étude des ressources minières nationales et de promouvoir le secteur artisanal en mettant à disposition des artisans des fonds pour transformer les meilleurs projets en opération bancaire.

(*Africa Mining Intelligence* : 11 au 31/12/2002)

PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE

Recherche désespérée d'investisseurs miniers

Dans un contexte économique national au plus bas, le gouvernement doit faire face à la baisse annoncée des revenus miniers de ses mines vieillissantes. Dans un effort désespéré pour attirer de nouveaux investisseurs, il vient d'abolir la taxe minière additionnelle, mais les effets de cette mesure ne devraient pas influencer à court terme les groupes miniers qui sont désormais fortement impliqués sur l'Afrique et l'Amérique du sud. Le seul projet en construction ne devrait pas voir le jour avant 2011.

(Reuters : 02/12/2002)

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

L'accord de paix enfin signé ouvre les portes aux investisseurs miniers

Un mois après les accords de paix avec le Rwanda et l'Ouganda, le gouvernement et les principaux mouvements rebelles ont signé le 17 décembre en Afrique du sud, un accord de paix qui met fin à 4 ans d'une guerre meurtrière (près de 2,5 millions de morts). Les troupes étrangères qui occupaient le pays, Ouganda/Rwanda d'une part, supportant les rebelles, et Angola / Zimbabwe / Tchad / Namibie d'autre part, supportant le gouvernement, s'étaient déjà retirées il y a quelques mois. Un gouvernement de transition est mis en place pour 18 mois avec l'actuel président Joseph Kabila et 4 vice-présidents dont deux issus des principaux mouvements armés, le temps de mettre en place les premières élections démocratiques. Le programme de reconstruction des infrastructures (transports, énergie, eau, santé, éducation) mis en place par la banque mondiale porte sur 1,5 milliards de \$ en trois ans. Les entreprises américaines, sud africaines, belges et françaises déjà présentes devraient rapidement accroître leur participation face à cette nouvelle donne.

(Les Echos : 28/11/2002 ; The New York Times : 17/12/2002)

Projet d'un nouveau code minier, applicable dès le 13 janvier

La Commission mixte chargée de l'examen du Projet de Règlement minier, aidée par un consultant international, M. William, juriste américain, expert à la Banque Mondiale, a tenu son atelier du 3 au 5 décembre pour fixer les modalités d'application du code minier. Le ministre des Mines doit faire approuver ce projet de règlement avant le 13 janvier 2003 date à laquelle le nouveau code minier entrera en vigueur. John William a indiqué à l'issue des travaux que les investisseurs remarqueront vite que le Congo a opté pour un régime compétitif à l'instar d'autres pays miniers du monde.

(All Africa.com : 06/12/2002)

Première étape achevée pour l'étude d'impact du projet AMF à Kolwezi

Le projet de reprise des tailings de cuivre et cobalt de Kolwezi par AMF (American Mineral Fields) est en voie de concrétisation avec la fin de la première étape de l'étude d'impact menée par SRK Consulting de Johannesburg. AMF va poursuivre cette étude essentielle pour obtenir l'approbation légale du gouvernement.

(PR Newswire : 25/12/2002)

Trente entreprises françaises en repérage en RDC

Répondant à une invitation de Joseph Kabila, une représentation de 35 entreprises françaises emmenées par le Medef a examiné les opportunités d'intervention sur les secteurs clefs de la reconstruction du pays (Infrastructures routières, électricité, environnement, etc). « Nous ne considérons pas que la RDC est un pays à risque pour nos entreprises avec des mesures gouvernementales qui vont dans le bon sens et une inflation jugulée », a déclaré l'ancien ministre français de la Coopération Michel Roussin. À cette occasion, l'absence du BRGM dans ce pays qui tire une grande partie de ses ressources de la production minière a été remarquée.

(Les Echos : 28/11/2002)

RUSSIE

Les producteurs de cuivre sollicités pour réduire leurs exportations

Face à la demande intérieure croissante, le gouvernement a demandé aux exportateurs de privilégier le marché intérieur. La Russie produit 8 % du cuivre mondial tout en exportant 66 % de cette production. Les capacités de production des mines opérationnelles fonctionnant à 100 % sur des mines aux teneurs déclinantes, l'énorme projet de la mine sibérienne d'Udokan devrait bientôt resurgir sur la scène internationale.

(Reuters : 03/12/2002)

Norilsk déclare faire une pose dans ses acquisitions

Après avoir acheté en début d'année ZAO Polyus et être devenu le premier producteur d'or de Russie, et après son dernier achat retentissant de Stillwater pour 341 M\$ - qui marque un record historique d'achat russe sur des intérêts américains - Norilsk a annoncé ne pas avoir d'autres projets immédiats. Cependant il négocie toujours l'achat d'une des plus importantes mines d'or des confins orientaux de la Russie, Sukhoi Log.

(Reuters : 02/12/2002)

La Russie en phase de libéralisation du commerce des PGM

La Russie vient de décider de créer une compagnie internationale de promotion et de vente des PGM. Cette compagnie, qui va ouvrir des bureaux dans les principaux pays consommateurs, sera détenue à 51 % par Norimet (GB), une filiale de Norilsk Nickel et à 49 % par Almaz (USA) une filiale de l'agence russe d'exportation Almazjuvelirexport. Le gouvernement russe a aussi décidé de constituer une réserve de palladium sur le marché international pour garantir la fluidité du marché et la crédibilité des apports russes sur le marché international.

(Norilsk Nickel News Release : 15/12/2002 ; Platts Metal Weeks : 16/12/2002 ; Mining Journal : 13/12/2002)

USA

Les groupes environnementaux montent en puissance

Le budget annuel des 12 plus grands groupes environnementaux totalise 1,9 milliards de \$. Seulement 725 des 20 millions d'associations que comptent les USA peuvent se prévaloir de telles ressources. Les records sont détenus par Nature Conservancy avec 731 M\$ et Wildlife Conservation Council avec 311 M\$.

(*National Post* : 02/12/2002)

ZAMBIE

La Chine investit dans le cuivre zambien (et le Cobalt ?)

La joint venture entre NFC Mining Africa plc (filiale de China Non Ferrous Construction Ltd) : 85 %, et ZCCM (Zambia Consolidated Copper Mines Ltd) : 15 %, relance la production de la mine de cuivre de Chambishi (33 Mt de réserves prouvées et 100 Mt de réserves potentielles). Grâce à un investissement de 150 M\$ injecté en juillet 2000 la production de la mine devrait atteindre 24 000 t de cuivre en 2003 et 49 000 t

en 2004. La récupération de cobalt n'est pas annoncée pour le moment.

Une décision sur une prise de participation chinoise dans la mine de Konkola est attendue avant la fin de la date butoir du 31 janvier 2003.

(*Mining journal* : 29/12/2002)

La BEI accepterait de financer le projet de cuivre de Kanshashi

La compagnie canadienne First Quantum Minerals - centrée sur les secteurs du cuivre et du cobalt en Afrique - aurait déjà obtenu des accords de financement avec la Standard Bank et la Banque européenne WestLB AG pour un montant de 120 M\$. Elle serait aussi en discussion avec la BEI (Union européenne) qui aurait accepté de participer à l'opération. L'étude de faisabilité bancaire devrait être achevée avant la fin de l'année avec un objectif de mise en production en 2004.

(*Businesswire* : 28/12/2002)

Projets gouvernementaux pour attirer les investisseurs

Un projet de construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer reliant

la ceinture cuprifère à la province du Nord-ouest ainsi que la réhabilitation d'une ligne électrique font partie des aménagements que le gouvernement a annoncés la semaine dernière pour attirer les investisseurs.

(*Africa Mining Intelligence* : 11 au 31/12/2002)

ZIMBABWE

Inquiétudes des opérateurs miniers pour le futur

Redoutant que le programme d'expropriation des fermes agricoles s'étende au secteur minier, les quelques huit cents opérateurs miniers suivent de près les propositions du comité mis en place par la Chambre des Mines du Zimbabwe. Le Ministre des Mines, à qui il a été demandé de clarifier sa position, a annoncé que les droits miniers des étrangers seraient garantis mais qu'il entendait mettre en place un système permettant aux petits artisans de prendre des permis d'exploration.

(*Africa Mining Intelligence* : 10/12/2002)

LES ENTREPRISES

Airosa

Le groupe russe, qui détient le monopole du diamant en Russie, se maintient en bonne santé malgré la conjoncture plus morose du marché mondial : il attend un bénéfice de 230 M\$, en recul de 26 % par rapport aux 310,8 enregistrés en 2001, mais néanmoins supérieurs aux 200 M initialement escomptés.

(*La Tribune* : 10/12/2002)

Arcelor

Après des résultats de troisième trimestre contrastés, mais encourageants pour le géant de l'acier (cf. Ecomine de novembre) Arcelor maintient le cap sur une consolidation centrée sur le contrôle de sa production - éviter d'être en surproduction -, la réduction des coûts de cette production, la conquête de nouvelles parts de marché et la recherche d'alliances ou de partenariat.

Arcelor a déjà réduit sa production d'acier au quatrième trimestre et continuera dans cette voie en 2003 (moins 5 - 6 % pour le premier trimestre). L'objectif est double : rechercher à court terme, ainsi que ThyssenKrupp et Corus, une augmentation des prix (20 €/t pour les feuillards et rubans) et, à plus long terme, réduire sensiblement la surcapacité de 2,5 Mt anticipée à l'horizon 2006.

L'inquiétude gagne le bassin sidérurgique de Liège : Arcelor se préparant à fermer une de ses unités continentales de production, Liège (Belgique), Brême (Allemagne), ou Floranges (France) pour optimiser ses coûts de production, c'est le site belge qui paraît le plus menacé avec un prix de revient de la tonne d'acier de 195 € contre 185 et 181 pour les sites allemand et français. D'autant plus que l'objectif d'Arcelor est de ramener ce coût à 175 €/t...

Arcelor va céder au groupe italo-

suisse Deverco ses unités de production d'acier galvanisé de Beautor et Sorral (respectivement 300 000 et 250 000 t de capacité). Cette session, dont le montant financier se monterait à 45 M€, se place bien sûr dans le cadre des cessions d'actifs demandés par la commission de Bruxelles lors de la création d'Arcelor'acier, mais elle fait certainement partie d'une stratégie anticipée par le géant européen.

Arcelor compte aussi accroître ses ventes en pénétrant de nouveaux secteurs consommateurs d'acier et plus précisément le secteur de la construction. Il considère en effet que la construction, en particulier dans la sphère méridionale de l'Europe pourrait utiliser beaucoup plus d'acier au détriment du béton. Arcelor détient déjà 18 % du marché avec une production d'acier de 10 Mt (produits plats, poutrelles et inox), mais se fixe un objectif de progression d'au moins 20 % en cinq ans.

Enfin, Arcelor regarde également vers l'Asie où il pourrait rejoindre la joint-venture Nippon Steel-Baosteel qui est à la recherche d'un partenaire européen.

(*Europe Informations* : 12/12/2002 ;
Le Figaro : 11/12/2002 ;
Le Monde : 11/12/2002 ;
Les Echos : 16/12/2002 ;
Metal Bulletin : 12/12/2002)

CFF Recycling

Le groupe français spécialisé dans le recyclage des déchets de toute origine, et anciennement connu comme « Compagnie Française des Ferrailles », se porte plutôt bien : il a réussi, dans une conjoncture difficile, à stabiliser son profit net à hauteur de 14 M€ pour un chiffre d'affaires de 1,007 milliards d'euros, en hausse de 5 %. Son bénéfice d'exploitation, de 36 M€ a progressé de 9 %. CFC a également réussi son opération de diversification vers le recyclage de déchets autres que la ferraille (maté-

riaux de construction, véhicules, électroménager, industriels...), ce qui lui permet de mieux s'affranchir des cycles de l'industrie lourde. Il traite ainsi 5,5 Mt de déchets, contre 3,5 M six ans en arrière. CFC entend bien progresser encore, en se plaçant dans le créneau européen de la suppression progressive des décharges. Pour être placé au mieux, CFC a passé des accords avec Darty pour l'électroménager, ainsi qu'avec plusieurs manufacturiers de pneumatiques.

(*La Tribune* : 05-09/12/2002 ;
Les Echos : 05/12/2002)

CF2M (Compagnie Française de Moulages et de la Métallurgie)

L'industriel français est en forte baisse de vitesse : il enregistre pour le premier semestre 2002 une perte nette de 1,905 M€ contre une perte de 0,905 M pour la même période en 2001.

(*La Tribune* : 26/11/2002)

Charbonnages de France (CDF)

L'organisme national en charge de l'exploitation des charbons et lignite français devrait disparaître à l'horizon 2007-2008. En effet les dernières mines, Gardanne (Bouches-du-Rhône), Merlebach et La Houve (Lorraine), devraient fermer respectivement en février 2003, juin 2003, et mi-2004. Par la suite devraient être progressivement réglés les problèmes techniques et sociaux liés à l'arrêt de toute activité extractive. De même devra être préparé le transfert de la responsabilité de l'après mine à un établissement public qui relayerait CFC ainsi que l'ANGR (Association Nationale pour la Gestion des Retraités). Sont entre autres en jeu les prestations sociales liées au statut du mineur (préretraites, retraites, congés charbonniers de fin de carrière) ainsi

que les coûts de logement et chauffage de près de 170 000 retraités des houillères. D'un point de vue technique il faudra sécuriser les sites miniers fermés, puis gérer les risques induits à court, moyen et long terme (affaissements de terrain, circulation des eaux souterraines, déchets miniers...).

(Les Echos : 09-11/12/2002)

Cogema

Compte-tenu des troubles affectant la Côte d'Ivoire, la Cogema a décidé d'évacuer la mine d'or d'Ity (51 % Cogema, 49 % Etat ivoirien), située à portée des rebelles du nord dans leur avance vers le sud. La production de la mine pour l'année 2002 devrait se situer à hauteur de 1,7 t d'or.

Par ailleurs, et concernant le nucléaire, son domaine d'excellence, Cogema a obtenu un non-lieu à l'issue d'un procès l'opposant à Didier Anger, conseiller régional « vert » de Basse Normandie. L'objet du litige était un « risque de mise en danger d'autrui » induit par l'entreposage de déchets nucléaires (provenant de l'étranger) à La Hague. Le juge du tribunal de grande instance de Cherbourg a estimé que le dit entreposage ne constituait pas une menace pour autrui.

(Le Figaro : 04/12/2002 ;
Les Echos : 04/12/2002)

Eramet

Santé et sécurité des employés sont un des enjeux du « développement durable » au niveau des entreprises, et l'« effet amiante », avec ses redoutables conséquences financières, incite encore plus les industriels à se pencher sur la question. À cet égard, le groupe Eramet, mineur et métallurgiste, est très actif, et ce depuis plusieurs années. Outre le suivi de la sécurité par des délégations mises en place dans cinquante sites industriels, Eramet a créé en effet en 1998 une structure transversale qui propose et coordonne des actions, en relation étroite avec la direction. Cette structure, organisme d'expertise, permet, comme le souligne Patrick Rothey, directeur juridique du groupe, de « traiter en préventif les questions d'environnement, de sécurité et de santé », chaque site ayant un correspondant de liaison sur ces

aspects. Enfin un « club santé » regroupe des professeurs de médecine et des médecins du travail officiant sur les sites industriels. Les efforts consentis ont payé et l'entreprise dispose de bilans et de données pertinents permettant d'améliorer et peut être surtout de mieux prévoir.

Le groupe est ambitieux et sans doute clairvoyant, car il a engagé sur deux sites pilotes une réflexion sur la mise en œuvre du référentiel « OHSAS 18 001 », qui va plus loin que la norme ISO 14 000 et pourrait devenir obligatoire dans les prochaines années.

(La Tribune : 16/12/2002)

Glaverbel

Le verrier belge est en train d'être absorbé par son actionnaire japonais Asahi. Les investisseurs de la bourse de Bruxelles n'ont pas voulu soutenir un industriel qui ne cessait pourtant d'obtenir de bons résultats depuis 4 ans, avec un bénéfice net passant progressivement de 46,5 à 139 M€. Si Glaverbel va disparaître de la bourse bruxelloise, Asahi, très volontaire, pourrait bien apparaître lui sur une des grandes places mondiales.

(La Tribune : 03/12/2002)

Lafarge

Comme annoncé précédemment (cf. Ecomine de novembre), le cimentier français s'est vu infliger une très lourde amende – 249,6 M€ – par la Commission européenne pour entente illicite (avec le groupe britannique BPB et le groupe allemand Knauf) sur les prix dans le domaine des plaques de plâtre. Mais le niveau de l'amende est largement supérieur aux 100 M anticipés ! Les autres protagonistes de cette affaire ont écopé de montants significatifs : 138,9 M pour le britannique BPB, 85,8 pour l'allemand Knauf, et 4,32 pour le belge Gyproc. Lafarge et BPB ont annoncé le dépôt de recours contre cette décision devant le tribunal de première instance de Luxembourg.

Par ailleurs les malheurs de Lafarge pourraient ne pas s'arrêter là. En effet c'est maintenant l'Office fédéral allemand qui serait sur le point de sévir pour entente de type cartel, mais cette fois sur les prix du ciment ! La

menace concernerait cette fois, outre Lafarge, les allemands Heidelberger Zement, Dyckerhoff et Schwenk, ainsi que le suisse Holcim. La punition pourrait être également lourde pour les industriels, 1 milliard d'euros au total, mais Lafarge serait relativement épargné avec un montant de 100 M€ tout de même.

(Le Figaro : 28/11/2002 ;
Les Echos : 28/11/2002 et
04/12/2002)

Metaleurop

Le spécialiste français des métaux non ferreux a conclu un accord de vente de l'usine de zinc de Nordenham, en Angleterre, au groupe suisse Xstrata. Avec l'acquisition de cette usine d'électrolyse de zinc, appartenant à une filiale de Metaleurop (Metaleurop Zinc Holding, Xstrata voit sa capacité de production passer de 470 000 à 600 000 t de zinc par an, soit respectivement 20 % et 6,4 % des productions européenne et mondiale.

Metaleurop veut se recentrer sur une production de zinc faite à partir de recyclage de matières secondaire (zinc de seconde main), et cette opération lui permet de presque supprimer sa dette bancaire à court terme. Rappelons aussi que Metaleurop et Xstrata ont en commun un actionnaire de référence, Glencore, qui les contrôle respectivement à hauteur de 33 et 40 %.

(Les Echos : 12-13/12/2002 ;
Metal Bulletin : 16/12/2002)

Nucor

Le dynamique aciériste américain a finalisé l'acquisition des actifs de Birmingham Steel Corp par un paiement cash de 615 M\$. Le plan de réorganisation de Birmingham, qui s'était placé sous la protection du « chapitre 11 » (loi américaine sur les faillites), est ainsi achevé, chaque actionnaire recevant 47 cents par action, avant disparition de Birmingham de la bourse.

Nucor, spécialiste des mini-four, met la main sur 4 fonderies de Birmingham, situées à Birmingham, Kantakee, Seattle et Jackson et représentant une capacité de production annuelle de 2 Mt d'acier.

(Metal Bulletin : 12/12/2002)

ThyssenKrupp

Le géant industriel allemand termine l'exercice 2001-2002 sur un tassement de son bénéfice net qui passe de 665 M€ en 2000-2001 à 216 M. Le bénéfice imposable passe lui dans le même temps de 1,117 milliards à 762 M€. Mais ThyssenKrupp a réduit sa dette à 4,7 milliards d'euros, montant nettement bien en retrait de ce qu'escomptaient les analystes.

(La Tribune : 06/12/2002)

Toyota

Le géant mondial japonais proposera sous peu un véhicule à pile à combustible, le FCHV-4. Ce lancement reste encore une opération d'avant-garde sans objectif commercial immédiat. En effet ce véhicule coûte 2,7 M€, soit 100 fois la valeur de son équivalent à moteur à essence classique. Toyota pense pourtant qu'un décollage des ventes pourrait intervenir vers 2007-2010. Toyota s'était montré déjà précurseur pour des véhi-

cules hybrides (essence-électrique) sur lesquels il dit avoir réussi un profit, une solution technique qu'il n'entend pas abandonner d'ailleurs.

(La Tribune : 28/11/2002)

Vallourec

L'homme d'affaire Vincent Bolloré, à la tête d'un groupe industriel diversifié (papier, transport maritime...) a pris 12 % du capital de Vallourec. Spécialisé dans les acquisitions puis reventes de titres, il mise cette fois sur Vallourec, un des leaders mondiaux des tubes pour l'industrie pétrolière et para pétrolière, qui se porte plutôt bien, mais est délaissé par les investisseurs et a le profil d'un sous-coté avec une capitalisation boursière de 545 M€ presque inférieure de moitié à ses fonds propres ! Vincent Bolloré devient ainsi le deuxième actionnaire de Vallourec derrière l'allemand Mannesman (20 % du capital), lui-même filiale du puissant groupe métallurgiste allemand Salzgitter.

Salzgitter et Bolloré maintenant face à face, que peut-il arriver ? Le véritable enjeu est en fait la filiale V&M Tubes qui représente près de 80 % du chiffre d'affaires de Vallourec. Bien qu'un pacte datant de 1997 empêche théoriquement toute prise de contrôle hostile, plusieurs hypothèses existent. Salzgitter peut d'abord exiger que Vallourec lui cède 6 % de V&M tubes pour en prendre le contrôle. Salzgitter peut également exiger que Vallourec lui rachète 45 % de V&M tubes. Reste à savoir à combien estimer V&M tubes, sans doute autour de 430-440 M€. Vincent Bolloré doit apprécier ces pistes, en se souvenant que pour Salzgitter, Vallourec constitue une de ses seules sources de revenus positifs, mais qu'il a aussi à plus long terme des besoins d'argent frais pour faire face à ses besoins de retraite.

(La Tribune : 27/11/2002 et 06-16/12/2002 ; Les Echos : 27/11/2002)

CARNET

Angola : Ministère de la Géologie et des Mines

Samuel Tito Armando a été nommé Vice-Ministre de la Géologie et des Mines, remplaçant ainsi Carlos Sumbula. Ce changement a surpris car Carlos Sumbula était considéré comme le pilier de cet important ministère dirigé par Manuel Antonio Africano.

(Africa Mining Intelligence : n° 51, du 11 au 31/12/2002)

Eramet

Jacques Bacardats est nommé Président-Directeur Général du groupe Eramet. Il remplace Yves Rambaud qui quittera ses fonctions le 26 mars 2003 après la tenue du conseil d'administration. Ingénieur de l'Ecole Centrale, Jacques Bacardats a précédemment occupé des postes de responsabilité chez IBM France, Rank Xerox et Essilor. Il a rejoint le groupe en 1992 en tant que directeur général d'Erasteel (filiale d'Eramet), puis dirigé successivement les branches manganèse et nickel. En mai 2002 Jacques Bacardats est devenu directeur général du groupe Eramet.

(Les Echos : 13/12/2002 ; Metal Bulletin : 16/12/2002)

France, Ministère Délégué à la Recherche et aux Nouvelles Technologies

Elisabeth Giacobino a été nommée Directrice de la Recherche au Ministère Délégué à la Recherche et aux Nouvelles Technologies (Ministère délégué du Ministère de la Jeunesse, de l'Education et de la Recherche). Madame Elisabeth Giacobino était auparavant directrice de recherche au

CNRS ; elle remplace dans ses fonctions Madame Ketty Schwartz qui avait atteint la limite d'âge.

(Internet, www.recherche.gouv.fr)

France, Ministère de L'Économie, des Finances et de l'Industrie

Frédéric Lassagne a été nommé Chef de Cabinet de Francis Mer, Ministre de l'Industrie, des Finances et de l'Industrie. Juriste et diplômé en sociologie politique, c'est un ancien collaborateur d'Eric Raoult au ministère délégué à la Ville et à l'intégration. Frédéric Lassagne était auparavant directeur associé d'Euro RSCG Corporate.

(Les Echos : 05/12/2002)

République Démocratique du Congo : Ministère des Mines

Jean-Louis Nkulu Kitsuku a été nommé Ministre des Mines. Katangais, et familier de l'Industrie minière en tant qu'ancien directeur général adjoint de la Gécamines, il succède à Simon Tuma Waku.

(Africa Mining Intelligence : n° 50, du 27/11 au 10/12/2002)

Rio Tinto

Andrew Gould a été nommé Directeur aux Conseils d'Administration de Rio Tinto plc et Rio Tinto Ltd. Président-Directeur Général de Schlumberger depuis février 2003, il avait débuté chez Ernst & Young avant de rejoindre Schlumberger en 1975.

(Metal Bulletin : 12/12/2002)

Sandvik Materials Technology (anciennement Sandvik Speciality Steels)

Peter Gossas a été nommé Président de Sandvik Materials Technology. Cette compagnie, spécialisée dans certains produits tels que tubes, rubans et câbles, ainsi que dans l'élaboration de procédés industriels, représente 8 000 employés et un volume de ventes d'un montant de 14,5 milliards de couronnes suédoises.

(Metal Bulletin : 28/12/2002)

Tenke Mining

Paul Conibear a été nommé Président-Directeur Général de Tenke Mining. Ingénieur très expérimenté dans le domaine des grands projets miniers en Amérique du Nord et du Sud, ainsi que dans d'autres continents, dont l'Afrique, il remplace à ce poste Lukas Lundin. Il devra tout particulièrement développer le projet de cuivre de Fungurume, en négociant d'une part avec les autorités congolaises et d'autre part avec les partenaires de Tenke que sont respectivement la Gécamine et Phelps Dodge.

(Africa Mining Intelligence : n° 51 du 11 au 31/12/2002 ; Metal Bulletin : 05/12/2002)

ThyssenKrupp

Rembert Horstmann a été nommé Directeur de la Communication et du Marketing de ThyssenKrupp Elevator AG, une branche du groupe ThyssenKrupp qui occupe le troisième rang mondial sur le marché des ascenseurs.

(Metal Bulletin : 28/11/2002)

ECO-NOTE

Une stratégie minière originale : baisser la teneur d'exploitation en bas de cycle, l'exemple du cuivre

par C. Hocquard, BRGM REM/EI2D

En bas de cycle, c'est-à-dire en période d'offre excédentaire et de baisse des cours, on constatait jusqu'ici deux comportements de la part des sociétés minières. Il s'agissait :

- Soit d'écrémer les gisements, c'est-à-dire exploiter leurs parties les plus riches dans le but d'augmenter la production afin de maintenir la rentabilité de la mine ; aggravant ainsi encore plus le déséquilibre offre-demande.
- Soit de fermer les mines les plus vulnérables, à coût de production élevée et sans partie suffisamment riche pour résister à la chute des cours.

Une nouvelle stratégie minière vient d'apparaître : il s'agit cette fois de diminuer la production minière en baissant les teneurs d'exploitation. Il s'agit d'une démarche innovante d'auto-régulation de la production primaire vient d'être mise en place par les plus gros producteurs primaires dans le but de réduire l'offre et de ramener celle-ci en équilibre avec la demande, contribuant ainsi à **lisser les cycles**. Elle traduit aussi un comportement vertueux et plus responsable tant économiquement que du point de vue soutenabilité.

Ainsi, en exploitant les parties à des teneurs plus faibles de leurs gisements*, Codelco, Phelps Dodge, BHPB et Antofagasta ont produit moins de cuivre sans pour autant diminuer les cadences de production. Globalement, la réduction de la production a atteint 750 000 t de cuivre, permettant de réduire l'excédent de production qui devrait cependant perdurer en 2002 et qui est estimé à environ 150 000 t.

*Los Pelambres (Antofagasta), Escondida (BHPB), Phelps Dodge (tableau final)

L'idée sous-tendue de cette démarche de flexibilité visant à exploiter les parties les moins riches (mais économiques) en période de cours faibles est de réserver les parties les plus riches des gisements pour les exploiter lorsque les cours seront plus attractifs, maximisant ainsi les bénéfices en haut de cycle des cours.

Ainsi, certains grands gisements de taille mondiale peuvent avoir un effet de balancier ("swing production") permettant de réguler le marché. Cette démarche applicable pour des filières comme le cuivre, relativement concentrée tant au niveau des sociétés que des gisements, ne l'est pas pour le zinc*.

*L'existence de nombreux petits à moyens gisements de zinc à fortes teneurs permet encore à de nombreuses sociétés moyennes de prospérer, ce qui limite la concentration de cette filière.

Malheureusement, cette stratégie n'est pas généralisable à tous les gisements. Ainsi, les gisements à teneurs très basses, sans enrichissements locaux, ou encore dont les parties riches

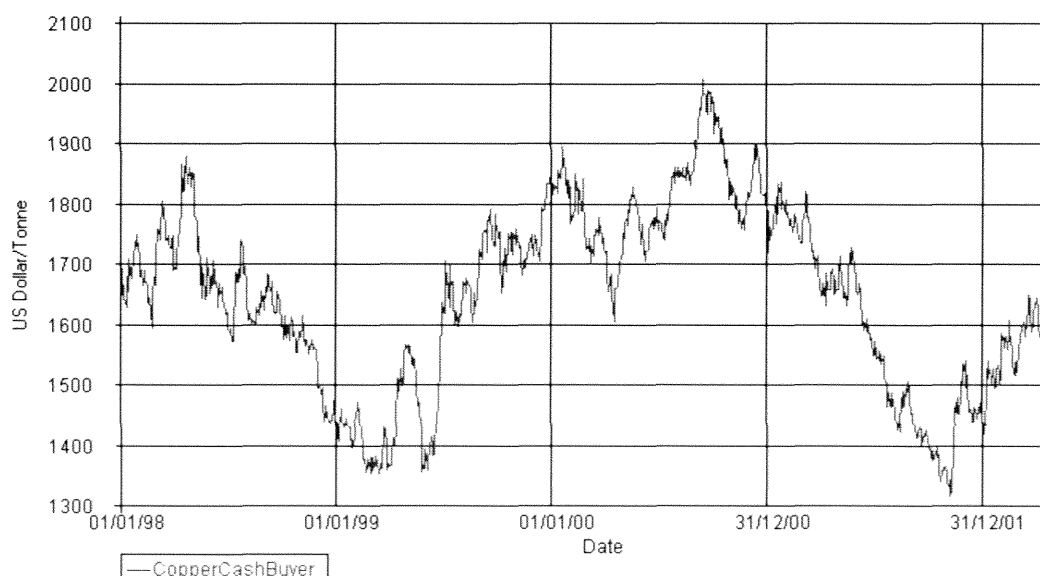
ne sont pas accessibles à volonté n'ont aucune capacité de suivre cette démarche. C'est le cas en particulier des porphyry copper pauvres du SW des USA où nombre de fermetures sont maintenant définitives (Magma) car au problème de l'effondrement du prix du cuivre s'est ajouté celui du coût élevé de l'énergie. La production minière de cuivre des Etats-Unis a ainsi baissé à 1,35 Mt en 2001 et ne devrait pas dépasser 1,1 Mt en 2002, soit la moitié de la production du milieu des années 80. Pour les mêmes raisons, nombre de fonderies et de raffineries ont également été fermées, passant de 48 dans les années 70 à seulement 3 smelters et 4 raffineries aujourd'hui.

Il est intéressant de constater que ces réductions affectent les productions de concentrés sulfurés à l'exception du cuivre oxydé produit par lixiviation acide (SX-EW) ; ce qui reporte les tensions sur les smelters qui se retrouvent en concurrence pour s'alimenter en concentrés et contribue ainsi à orienter à la baisse les coûts de traitement et de raffinage.

Les Etats-Unis, qui ont les mines avec des coûts de production les plus élevés ont payé un cher tribut à la crise, faisant des USA le "swing producer"*, rééditant en cela la grave crise des années 80 (tableau ci-après des principales fermetures)

*Les grandes mines les plus fragiles sont mises en "care et maintenance" dès que les cours chutent, mais sont réactivées en haut de cycle, jouant donc le rôle de volant (cas du gros porphyry copper à très basse teneur de Highland Valley au Canada).

Par ailleurs, et par rapport aux années 80, on constate de manière plus générale que la réactivité des producteurs miniers aux chutes des cours des années 90 ont été beaucoup plus rapides et se sont traduites par des réductions de production et des fermetures immédiates (cas pour le nickel avec Falconbridge en Rep. Dominicaine, filiale de Falconbridge, dont le coût de production est l'un des plus élevés de la filière).



D'après Ph. Gentilhomme, on peut rapprocher cette démarche volontaire des pratiques induites par la loi minière/fiscale en Afrique du Sud il y a 10 ans encore (teneur ajustée obligatoirement au cours de l'or).

Les plus importantes fermetures	Crises du Cu et fermetures
Morenci	1981
Tyrone	1981
Chino	1982
Bagdad	1984
Bingham	1985
Pinto (Magma Copper, BHP)	Mi-90
San Manuel (Magma Copper, BHP)	Mi-90
Robinson (Magma Copper, BHP)	Mi-90
Gibraltar (Canada)	Mi-90
Total	400 000 t
Escondida (BHPB)	2001-2002
Tintaya (BHPB)	2001-2002
Codelco	2001-2002
Tyrone, (Phelps Dodge)	2001-2002
Sierrita (Phelps Dodge)	2001-2002
Henderson (Phelps Dodge)	2001-2002
Chino (Phelps Dodge)	2001-2002
Total	750 000 t